



Bulletin 238 WRM

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales
Juin / Juillet 2018

Feu bénéfique ou destructeur, qui décide? Une réflexion sur le feu et les forêts



Notre Opinion : Feu, forêts et peuples : connaissances et pratiques menacées.....	2
Remettre en cause le feu capitaliste.....	5
Indonésie : La forêt brûle et punit les populations. La tragédie de la communauté autochtone Delang à Kalimantan central.....	10
Chili : gigantesques incendies forestiers, crimes d'entreprises et impunité.....	16
L'Amazonie : un territoire pris entre des feux croisés.....	21
Quito , une ville entourée d'une ceinture de feu.....	25
Portugal : il y a 28 ans, des villages ont lutté contre les eucalyptus. La terre a cessé de brûler.....	28
Autres luttes : Pérou : la forêt habitée par les populations autochtones Shawi va être cédée à une entreprise minière canadienne.....	32
LES ACTIONS EN COURS	
Bollore perd son procès en France	36
Tanzanie : appel à un soutien international pour mettre fin aux intimidations contre les villageois Massaï qui poursuivent le gouvernement devant les tribunaux.....	36
RECOMMANDATIONS	
Déclaration de Sena Madureira, Brésil : « Nous poursuivons l'esprit d'union entre les peuples et d'opposition aux "solutions" du capitalisme ».....	37
Les incendies de forêt au Portugal : quand le pouvoir des entreprises tue.....	37
Cambodge : un projet de barrage hydroélectrique pourrait tuer le fleuve Mékong.....	37

Le présent bulletin contient des articles écrits par :

The Corner House (UK), The Institute for Ecosoc Rights (Indonésie), MapuExpress (Chili), Acción Ecológica (Équateur), leader autochtone indépendant de l'Amazonie péruvienneand, et membres du secrétariat international du WRM

Feu bénéfique ou destructeur, qui décide? Une réflexion sur le feu et les forêts

Notre Opinion

Feu, forêts et peuples : connaissances et pratiques menacées



Lorsque nous pensons au mot « feu, », nous avons tendance à penser à un élément destructeur, dangereux et même contaminant. Mais s'il est vrai que certains incendies peuvent causer énormément de dommages, **le feu peut aussi être un grand allié pour les peuples de la forêt.** En fait, le feu est et a été un élément vivant présent dans les diverses forêts du monde depuis des temps immémoriaux, allumé tant par la « nature » (par la foudre, les plantes à combustion spontanée ou les sécheresses intenses) que par les êtres humains. Les peuples autochtones et les paysans utilisent le feu contrôlé dans de nombreuses régions du monde à diverses fins, en aidant historiquement à enrichir la diversité des habitats et les milieux de vie. **L'agriculture itinérante ou migratoire, qui établit des cycles, des espaces et des moments pour la gestion du feu, constitue une pratique cruciale pour assurer la souveraineté alimentaire.**

Ironiquement, cette connaissance et ces pratiques ancestrales d'utilisation, de gestion et de sécurité du feu, en lien avec les forêts, sont celles que **les politiques dominantes sur les changements climatiques ont qualifiées de causes de la déforestation et des incendies forestiers.**

Ce n'est pas d'hier que l'on attribue la déforestation à l'agriculture itinérante ou migratoire. Des décennies durant, les gouvernements des pays dotés de forêts tropicales — en acceptant les « conseils » et les dons/prêts des organismes multilatéraux comme la Banque mondiale et autres — ont qualifié l'agriculture itinérante de pratique « inefficace, » « primitive » et « destructrice des forêts. » Ces gouvernements ont **encouragé ou forcé la transformation de terres de culture itinérante au profit d'activités plus intensives** (comme l'agro-industrie, l'exploitation forestière ou la plantation de monocultures d'arbres industrielles).

Les peuples qui pratiquent l'agriculture itinérante sont persécutés, déplacés et criminalisés. D'autre part, les grandes industries se sont imposées sur les forêts et les peuples en brûlant des milliers et même des millions d'hectares pour faire place à leurs activités. De plus, même si la plupart de leurs activités intensifient et encouragent les incendies forestiers, elles ne sont pas interdites. Au contraire, comme le révèle un article du présent bulletin, **le régime du feu du capitalisme cache la combustion que produisent les milliers d'usines, de sites d'extraction et de moteurs existants.** Il donne non seulement de la respectabilité à ces activités, mais aussi se présente comme un soi-disant modèle à suivre.

Un article du présent bulletin nous raconte **l'histoire du peuple autochtone Delang du Kalimantan central, Indonésie.** Dans cette région pleine de plantations de palmier à huile, une interdiction a été violemment imposée contre l'agriculture itinérante qui est accusée de causer les incendies qui affligent le pays. Cette mesure laisse la population locale sans moyens de subsistance. Bien que les grands incendies ont augmenté en Indonésie au cours de la dernière décennie, l'article souligne que **80 % des forêts du Kalimantan central ont été convertis en plantations de palmiers et que la majorité des foyers d'incendie forestiers se sont trouvés dans ces concessions.** Alors que les sociétés de culture du palmier à huile demeurent impunies, malgré leur rôle évident dans la déforestation et les incendies, le peuple Delang subit des conséquences violentes.

Mais alors, si les gouvernements interdisent déjà l'agriculture itinérante depuis un certain temps, qu'est-ce qui a changé ? Les changements climatiques, la déforestation à grande échelle et ses conséquences ne cessent d'augmenter. Encore une fois, les acteurs qui mettent de l'avant les politiques sur les changements climatiques cachent les causes profondes de ce problème. Profitant du tapage médiatique autour des incendies forestiers, la promotion des interdictions contre les « brûlis autochtones » ou l'agriculture itinérante devient encore plus forte. **Presque tous les programmes et projets REDD, par exemple, considèrent que l'agriculture itinérante représente une menace contre les forêts. Par conséquent, ils la limitent sévèrement ou l'interdisent complètement. Et pour appliquer ces « limites, » ils comptent souvent sur l'appui de gardes armés.** Néanmoins, les véritables causes de la déforestation à grande échelle, notamment les coupes industrielles, les grands projets d'infrastructure, les mines, les grands barrages, les grandes plantations industrielles, le palmier à huile et le soja, les fermes d'élevage industrielles, continuent sans restriction. Un article pose la question « **Qui au juste brûle l'Amazonie ?** » avant d'explorer les véritables causes des risques d'incendie forestier.

Un autre article explique en détail **l'expérience du Chili** où **les sociétés de plantations industrielles d'arbres** ont frappé les territoires autochtones mapuches et paysans avec des incendies forestiers dévastateurs. L'auteur nous rappelle **que ces sociétés exercent leur immense pouvoir** non seulement pour détruire à leur profit sans subir de représailles, mais aussi pour comploter avec les organes gouvernementaux et ainsi empêcher des enquêtes ou orchestrer des campagnes médiatiques afin de criminaliser le peuple mapuche.

De même, **le cas de Quito, Équateur,** est emblématique, mais pour d'autres raisons. La « ceinture verte » qui entoure la capitale est en réalité une plantation d'eucalyptus. **En l'absence d'une diversité d'arbres indigènes, la monoculture d'arbres exotiques hautement inflammables accroît et facilite l'intensification des incendies** qui menacent la ville durant chaque saison sèche.

Un autre article nous récapitule **une lutte de résistance de la fin des années 80 qui s'est déroulée dans la vallée de Lila, au Portugal**. La population locale y a détruit les plantations d'eucalyptus existantes, a empêché la plantation de nouvelles monocultures d'eucalyptus et a maintenu sa position jusqu'à aujourd'hui. Malgré les voraces incendies qui embrasent chaque année les forêts et les champs de ce pays, ce territoire n'a jamais brûlé.

Et finalement, nous incluons dans ce bulletin une **lutte du peuple autochtone Shawi**, de l'Amazonie péruvienne. Cette fois, la menace contre leur milieu de vie provient de **la première compagnie minière aurifère au monde : Barrick Gold Corporation**.

Nous terminons le présent éditorial avec un poème anonyme africain inclus dans le livre « Mémoire du feu I » de l'Uruguayen Eduardo Galeano, qui nous rappelle **la beauté et le pouvoir du feu et ce que celui-ci signifie pour les communautés**. Régalez-vous !

Chant bantou du feu

*Feu que dans la nuit regardent les hommes,
dans la nuit profonde.*

*Feu qui flambes sans brûler, qui brilles
sans embraser.*

Feu qui voles sans corps.

*Feu qui n'as de cour, feu qui ne connais
ni foyer ni toit.*

Feu limpide de palmiers :

un homme t'invoque sans peur.

Feu des sorciers, où est ton père ?

Où est ta mère ?

Qui t'a nourri ?

Tu es ton père, tu es ta mère.

Tu passes et ne laisses de traces.

Le bois sec ne t'engendre pas,

tu n'as pas les cendres pour filles.

Tu meurs sans mourir.

*En toi l'âme errante se modifie sans que nul
ne le sache.*

Feu des sorciers, Esprit

des eaux inférieures et des vents supérieurs.

Feu qui brilles, luciole qui éclaires

le marécage.

Oiseau sans ailes, chose sans corps, Esprit

de la Force du Feu.

Écoute ma voix :

un homme t'invoque

sans peur.

Eduardo Galeano

Mémoire du feu (I. Les naissances)

Remettre en cause le feu capitaliste



Incendies vernaculaires (Australie)

Il a toujours été essentiel d'apprendre et de désapprendre pour soutenir les luttes de défense des forêts.

Apprendre des populations dépendant des forêts comment elles protègent leurs territoires et leurs moyens de subsistance.

Désapprendre les doctrines destructrices préconisées par de nombreux économistes, des forestiers professionnels, des fonctionnaires de l'État, voire même par des écologistes bien-pensants.

Parfois, ce qu'il faut désapprendre, c'est l'utilisation des mots les plus simples.

À Bali, par exemple, l'une des premières choses que les étrangers apprennent c'est qu'un mot apparemment « neutre » – l'eau – est plein de préjugés problématiques. Les mouvements locaux doivent constamment combattre l'idée que l'eau est une ressource mondiale distincte, qui peut être possédée, dont l'essence fondamentale est exprimée dans le symbole H_2O . Dans une grande partie de Bali, l'eau est quelque chose de différent : pleine de ses propres énergies et indissolublement liée aux forêts, aux terres, aux poissons, à Vishnu (une divinité hindoue), à la danse et au *subak*, un système d'irrigation en constante dynamique. (1)

Les définitions courantes de beaucoup d'autres mots « simples » doivent aussi souvent être désappries, ou du moins replacées dans une nouvelle perspective. Sinon, elles risquent de ne devenir guère plus qu'un résidu de défaites politiques.

Par exemple, le mot *terre* désigne aujourd'hui des blocs d'espace géométriques qui peuvent devenir le monopole de propriétaires basés dans des pays lointains. Mais tout cela n'a été possible qu'après des centaines d'années d'agressions politiques faisant intervenir le droit de la propriété, la technologie des clôtures, le système bancaire et la montée en puissance des États.

De même, les mots *travail* et *emploi* ne renvoient aujourd'hui le plus souvent qu'au seul travail salarié que parce que les activités de subsistance non rémunérées ont été systématiquement dévalorisées et dégradées alors que le travail salarié est devenu dominant dans le monde grâce, entre autres, au pétrole, au patriarcat et aux plantations.

Différentes batailles de ce type se poursuivent actuellement. Aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui obéit aux entreprises et aux États, se bat encore pour inclure les monocultures industrielles d'arbres dans la définition de la *forêt*.

Mais ces combats ne seront jamais terminés. Les défaites ne peuvent jamais être plus que partielles. Les efforts des mouvements forestiers pour reconquérir les mots de base en tant qu'espaces pour leurs propres façons de penser et de vivre ne traduisent pas une nostalgie, mais son contraire : la compréhension que des concepts forgés dans un conflit peuvent être – et sont en train d'être – reforgés.

Le feu du capital

Le *feu* est l'un de ces concepts. Aujourd'hui, c'est une conception capitaliste du feu qui est dominante. Mais des conceptions vernaculaires continuent d'évoluer et de la combattre. Le changement climatique rend les enjeux plus importants que jamais.

Sous le capitalisme, le feu passe du paysage ouvert aux chaudières, aux turbines et aux chambres de combustion. Dans le même temps, le feu de plein air utilisé depuis des milliers d'années pour créer et entretenir des forêts et des champs agricoles devient suspect, dénigré, voire criminalisé. Par ailleurs, le feu alimenté par les combustibles fossiles à l'intérieur des moteurs et des turbines, beaucoup plus intense et destructeur, devient un signe de civilisation et de progrès, avec l'extraction et le gaspillage qui l'accompagnent.

Ainsi, lorsque vous allumez la télévision pendant la saison sèche dans les zones de plantations d'arbres du Chili ou du Portugal, ou dans les forêts domaniales de l'ouest de l'Amérique du Nord, il est probable que vous pourrez regarder des reportages effrayants sur des feux de forêt incontrôlables et les criminels qui, selon la rumeur, en sont à l'origine.

Les reportages ne mentionnent jamais les feux alimentés par des combustibles fossiles qui font rage de façon invisible dans toutes les automobiles et centrales thermiques du pays. Des feux que personne – malgré le réchauffement climatique et la dévastation qui accompagne l'extraction des combustibles fossiles – n'oseraient considérer comme criminels.

Les reportages ne mentionnent pas non plus que ces deux phénomènes problématiques ne sont que les deux faces d'une même pièce.

Ils ne mentionnent pas que le processus qui consiste à chasser les fermiers et les habitants des forêts de leurs terres – où ils auront souvent utilisé des brûlis soigneusement contrôlés pour maintenir à un faible niveau les combustibles dangereux et à des niveaux élevés la fertilité et l'habitat de la faune – est le même que celui qui les concentre autour des machines à combustible fossile qui utilisent et guident leur travail.

Ils ne mentionnent pas que le système mondial du feu, qui permet le transport de la pâte à papier ou de l'huile de palme à l'aide de combustibles fossiles est le même que celui qui fait partir en fumée des milliers d'hectares de forêts indonésienne.

Ils ne mentionnent pas non plus que la répartition industrielle du feu à l'origine de la circulation et de l'air pollué dans des villes comme Los Angeles, Sydney ou Quito est la même que celle qui laisse s'accumuler une croissance végétale trop importante dans les paysages environnants et rend inévitables les feux de forêts incontrôlés qui ravagent périodiquement les banlieues de ces villes.

Le feu dans la politique climatique

Avec la politique climatique actuelle, l'organisation actuelle du feu devient encore plus perverse.

La plupart des responsables des questions liées aux changements climatiques sont implicitement guidés par l'idée simpliste que le réchauffement climatique est causé par le feu de façon abstraite. Ils souscrivent aussi à l'hypothèse tout aussi simpliste que tous les feux sont de même nature : un processus chimique d'oxydation qui peut être accompagné de divers ornements « culturels », « sociaux », « spirituels » ou « religieux » superflus, en fonction des circonstances locales.

Pour eux, il semble naturel de supposer que la dépendance des pays riches vis-à-vis des combustibles fossiles peut être « équilibrée » si ces pays accentuent leur contrôle sur les terres et les pratiques biologiques du feu des agriculteurs et des habitants des forêts des pays du Sud.

Place à REDD, aux marchés du carbone et aux programmes d'« agriculture respectueuse du climat ».

En ignorant ou en ne respectant pas la diversité et les mérites environnementaux nuancés de milliers de régimes de feu vernaculaires, ces programmes nuisent paradoxalement à la stabilité climatique qu'ils prétendent favoriser et permettent à des concepts absurdes sur le feu de continuer à proliférer.

Si une compréhension exclusivement chimique de l'eau est un instrument d'oppression et de destruction de l'environnement à Bali, de la même façon une compréhension chimique mondialisée du feu est généralisée d'une manière qui menace partout la terre et les forêts.

Mais alors que le réchauffement climatique s'aggrave et que des espèces dépendantes du feu sont menacées d'extinction, il est peut-être temps d'insister plus fortement sur l'histoire cachée du feu afin d'ouvrir de nouveaux espaces aux mouvements populaires.

Une présentation équilibrée de l'histoire

Cette histoire révèle de nombreux faits importants.

Par exemple, que les céréales qui alimentent le monde proviennent d'environnements régulièrement touchés par des incendies causés à la fois par la foudre et par les humains.

Par exemple, à l'époque précolombienne, les peuples autochtones ont délibérément étendu l'aire de répartition du bison à ce qui est aujourd'hui New York en déclenchant des feux qui ont créé une mosaïque de bois et de prairies en forme de parc dans l'est de l'Amérique du Nord.

Par exemple que, selon un consensus archéologique grandissant, les incendies humains sont en partie à l'origine de certaines des forêts les plus précieuses du monde, pas seulement dans des régions manifestement exposées aux incendies comme l'Australie, l'Afrique australe et le Mexique, mais aussi même en Amazonie.

Une fois de plus, la croyance que la nature et l'humanité sont des catégories distinctes (souvent attribuée au penseur français du XVII^e siècle René Descartes) s'avère être une idée philosophiquement fautive mais aussi historiquement fautive.

Avancer avec le feu

Une vision plus équilibrée du feu se dégage partout où les gens ont l'espace et le temps pour écouter et interagir démocratiquement avec les habitants des forêts.

En Thaïlande, par exemple, l'éminent expert-forestier Wirawat Theeraprasat raconte comment, à l'université, on lui a enseigné que tout feu de forêt était mauvais. Ce n'est qu'après des années de dialogue avec les villageois karens locaux, comme le chef d'un important sanctuaire faunique, qu'il a pris conscience de l'importance environnementale des pratiques locales de déclenchement de feux qu'il avait appris jusque-là à mépriser.

Le jeune leader karen Prue Odochao a quant à lui appris lors de sommets internationaux sur le climat combien il était important de rappeler aux militants du Nord que les causes du réchauffement climatique ne devraient jamais assimiler, par exemple, les agriculteurs karens utilisant le feu biologique à la surface de la terre et les entreprises de combustibles fossiles qui extraient le charbon, le pétrole et le gaz de ses profondeurs.

« Combien de villages karens », a demandé Prue, « ont foré des puits de pétrole sur leur territoire ? »

Des historiens de l'environnement tels que Stephen Pyne et Charles Mann (qui ont expliqué comment divers systèmes de feux peuvent exister à différents moments et dans différents lieux, et pourquoi cela est important sur le plan environnemental) peuvent grandement aider à ouvrir le nouveau dialogue nécessaire sur le feu. Mais le débat, comme toujours, sera surtout alimenté par la poursuite des luttes de terrain.

*Larry Lohmann, [larrylohmann \[at\] gn.apc.org](mailto:larrylohmann[at]gn.apc.org)
The Corner House*

(1) Indonésie : la résistance du sacré à Bali contre la « révolution verte » et l'industrie du tourisme, Bulletin 237, avril 2018, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/indonesie-la-resistance-du-sacre-a-bali-contre-la-%e2%80%89revolution-verte%e2%80%89-et-lindustrie-du-tourisme/>

Pour en savoir plus

Adeniyi P. Asiyani, « A Political Ecology of REDD+ : Property Rights, Militarised Protectionism, and Carbonised Exclusion in Cross River », *Geoforum* 77 (2016) 146–156, <http://www.redd->

monitor.org/2017/01/20/redd-in-cross-river-nigeria-property-rights-militarised-protectionism-and-carbonised-exclusion/.

Mike Davis, *Ecology of Fear : Los Angeles and the Imagination of Disaster* (Verso, Londres, 2018), <http://book4you.org/book/3313796/876925>.

-----, « El Diablo in Wine Country », *London Review of Books* 39 (21), novembre 2017.

Silvia Federici, *Caliban and the Witch : Women, the Body and Primitive Accumulation* (Autonomedia, Oakland, 2017), <http://book4you.org/book/2773532/e8ba20>.

Matthew Huber, « Energizing Historical Materialism : Fossil Fuels, Space and the Capitalist Mode of Production », *Geoforum* 40 (1) (2008) 105-115,

https://landscapesofenergy.wikispaces.com/file/view/Huber_Energizing+historical+materialism-Fossil+fuels,+space+and+the+capitalist+mode+of+production.pdf

Charles C. Mann, *1491 : New Revelations of the Americas before Columbus* (Vintage Books, New York, 2006), <http://book4you.org/book/1634396/aea76c>. Espagnol:

<http://book4you.org/book/1189982/813d00>.

Stephen Pyne, « Fire Planet : The Politics and Culture of Combustion », Corner House Briefing Paper 18 (2000), <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/fire-planet>.

Ivonne Yanez, « Josefina et les sources: contre les plantations dans les páramos de l'Équateur », *Bulletin WRM* 211, mars 2015, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/josefina-et-les-sources-contre-les-plantations-dans-les-paramos-de-lequateur/>.

Indonésie : La forêt brûle et punit les populations. La tragédie de la communauté autochtone Delang à Kalimantan central



[Disponible en Bahasa](#)

En voyageant de Palangkaraya à Nangabulik, la capitale du département (*kabupaten*) de Lamandau, dans le Kalimantan central, un paysage monotone s'offre à vos yeux : des plantations de palmiers à huile. Si vous continuez votre voyage jusqu'à la frontière du Kalimantan occidental, vous rencontrerez une région vallonnée avec une forêt assez dense. Les populations autochtones Delang y vivent. Delang est aussi le nom du district du département de Lamandau, dans le Kalimantan central, qui constitue une zone tampon pour le département de Lamandau, avec des forêts protégées et Bukit Sebaran (la colline de Sebaran). Il est considéré comme le lieu sacré de l'ancienne religion des ancêtres des Kaharingan, le peuple qui vivait à cet endroit.

La communauté autochtone Delang est connue depuis longtemps pour son opposition à divers investissements destructeurs dans ses forêts et son environnement, comme des plantations de palmiers à huile ou des concessions minières et forestières. Cependant, la plupart des villages du département de Lamandau et du Kalimantan central ont déjà perdu leurs forêts.

Depuis la création de la République d'Indonésie et même avant, et jusqu'à aujourd'hui, les habitants de Delang contribuent à la protection des forêts. Cependant, malheureusement, ils sont malheureusement punis au lieu d'être récompensés de leur précieuse contribution. **Le gouvernement a interdit leur culture traditionnelle sur brûlis** (également appelée « sur abattis-brûlis ») après que de vastes incendies de forêt avaient ravagé plusieurs provinces indonésiennes en 2015.

L'interdiction générale de la culture itinérante a été mise en place sans qu'aucune alternative ne soit proposée. L'interdiction contredit également le fait que **l'ancienne pratique de la culture sur brûlis est protégée par la loi sur la protection et la gestion de l'environnement**. L'article 62 de la loi permet aux communautés autochtones d'effectuer des cultures sur brûlis sur une superficie maximale de 2 hectares par famille pour la plantation de variétés locales et en construisant un fossé pour empêcher la propagation du feu.

L'interdiction de la culture itinérante sans fournir d'alternative est une tragédie pour la communauté Delang. Les Delang sont devenus les victimes des feux de forêt et des défrichements résultant du brûlage pratiqué par les entreprises. Cependant, au lieu de recevoir un soutien ou une indemnisation pour les dommages causés par d'autres, ils ont été punis. Le gouvernement, utilisant la police et l'armée, les a harcelés, a menacé les villageois de nombreuses années d'emprisonnement, a terrorisé les communautés avec des largages d'eau depuis des hélicoptères. L'eau utilisée provenait de bassins de pisciculture traditionnellement utilisés par les communautés : leurs bassins ont été vidés et l'eau leur a été déversée dessus lors des largages d'eau.

Forêt et terres brûlées dans le Kalimantan central

Les incidents liés aux incendies de forêt et de végétation ont augmenté en Indonésie au cours de la dernière décennie. En 1997 et 1998, des incendies de forêt et de végétation ont été observés à Sumatra, dans le Kalimantan et en Papouasie, et plus de 2 millions d'hectares de tourbières ont été brûlés. Ces incendies sont devenus l'un des principaux contributeurs aux émissions de gaz à effet de serre en Indonésie. (1) **En 2015, les incendies de forêt et de végétation ont détruit une superficie totale de 1,7 million d'hectares** (2), dont 770 000 hectares dans le Kalimantan central, et 35,9 % de cette superficie étaient des tourbières. (3)

Des incendies de forêt et de végétation dans le Kalimantan central ont été enregistrés depuis 1992, ce qui coïncide avec le développement de plantations de palmiers à huile dans les départements de Kotawaringin Barat et de Kotawaringin Timur. (4) Les incendies de forêts et de végétation dans le Kalimantan central ont trois facteurs principaux interconnectés, à savoir 1) la déforestation et la dégradation des terres dues à l'exploitation forestière, 2) l'expansion incontrôlée des plantations de palmiers à huile et 3) le contrôle par les grandes entreprises d'une superficie croissante de terres.

Quatre-vingts pour cent des forêts du Kalimantan central ont été converties en plantations de palmiers à huile ou ont été détruites par l'exploitation minière, soit le chiffre de déforestation le plus élevé en Indonésie. (5)

L'office des forêts du Kalimantan affirme qu'en 2010 plus de 7 millions d'hectares de terres étaient dégradés, principalement en raison des activités d'exploitation forestière. Le bureau de gestion du bassin du Kahayan a souligné que 7,27 millions d'hectares des forêts restantes du Kalimantan central ont été détruites, avec un rythme de déforestation de 150 000 hectares par an. (7) **Les forêts exploitées et les terres dégradées avec des broussailles sont sujettes aux incendies.** (8) Les grands incendies sont moins fréquents dans les forêts tropicales intactes et, ce n'est qu'après une saison sèche prolongée que ces forêts deviennent plus vulnérables. **Le gouvernement du Kalimantan central a adopté une politique qui stipulait que les plantations de palmiers à huile sont censées se développer uniquement sur les « terres dégradées » mais, en réalité, des forêts intactes ont également été converties en plantations de palmiers à huile.** (9) Les changements dans les forêts et les phénomènes climatiques comme « El Niño » ont aggravé les incendies de forêt au cours des 20 dernières années. (10)

Les entreprises de plantations de palmiers à huile ont commencé leurs activités dans le Kalimantan central en 1992. La réglementation régionale facilite essentiellement les investissements dans le secteur du palmier à huile. (11) En conséquence, l'expansion massive des plantations de palmiers à huile n'a pas été maîtrisée. **Les terres forestières et**

agricoles, y compris les tourbières, ont été converties sans hésitation. La zone totale autorisée à la conversion couvre presque la même superficie, ou une superficie plus grande que celle du département lui-même. Cela révèle une émission de permis hors de contrôle. En 2012, au moins 5 départements ont délivré des permis de conversion de terres à des entreprises qui couvraient des zones égales ou plus grandes que le département lui-même.

Le département de Lamandau, où vivent les Delang, fait partie de ces départements. **Avec une superficie totale de 641 400 hectares pour le département, les autorités du département de Lamandau ont délivré des permis à des entreprises représentant une superficie totale de 530 526 hectares.** Le département de Barito Utara a délivré des permis couvrant une superficie totale de 1 452 468 hectares, alors que la superficie réelle du département n'est que de 830 000 hectares. Le département de Kapuas a délivré des permis pour 1 761 579 hectares alors que la superficie totale du département est de 1 499 900 hectares. Le département de Gunung Mas a délivré des permis pour 996 251 hectares alors que la superficie totale du département est de 1 080 400 hectares. Le département de Barito Timur a délivré des permis pour 359 043 hectares alors que la superficie totale du département est de 383 400 hectares. (12)

L'ONG indonésienne WALHI, dans le Kalimantan central, a noté que les entreprises contrôlent 12,7 millions d'hectares sur un total de 15,3 millions d'hectares de terres, soit plus de 80 % de la province. Elles ont acquis ce contrôle à travers l'exploitation forestière, la plantation de palmiers à huile et les concessions minières. (13) **De nombreux incendies de terres et de végétation ont commencé dans ces zones de concession. En 2015, WALHI a enregistré 17 676 points chauds dans le Kalimantan central, la majorité d'entre eux étant situés dans des zones de concession à des entreprises.**

Une étude réalisée en 2008 par Pasaribu, S.M et Friyatno Supena a expliqué que la cause des incendies à Kalimantan était liée au défrichage visant à la mise en place des plantations. Selon l'étude, les systèmes traditionnels de culture itinérante ont également contribué à des feux de végétation, mais seulement à hauteur de 20 %. (14)

Les communautés autochtones comme bouclier

La majorité des incendies de végétation et de forêts ont été localisés à l'intérieur des concessions de grandes entreprises. Pourtant, il y a peu de poursuites juridiques. L'ONG WALHI Kalimantan central a noté que seulement 30 entreprises ont fait l'objet d'une enquête et 10 des affaires ont déjà été clôturées sans que les entreprises aient été tenues pour responsables. Aucune de ces affaires n'a fait l'objet d'un suivi. (15) Au niveau national, le gouvernement central a recensé 413 entreprises soupçonnées d'être impliquées, sur une superficie totale de 1,7 million d'hectares, et seulement 14 ont été sanctionnées. En outre, a expliqué WALHI, l'application de la loi n'a pas encore touché les grands acteurs qui sont impliqués dans le brûlage de vastes zones de forêts. Parmi ces acteurs figurent le Groupe Wilmar, Best Agro International, Sinar Mas, Musimas, Minamas et le Groupe Julong. Ils contrôlent l'utilisation des terres non seulement par le biais de leurs propres concessions, mais aussi par l'achat d'huile de palme brute auprès de petites et moyennes entreprises et ils tirent profit des terres et des forêts brûlées sur les terres de ces petites entreprises. Les sanctions et les poursuites juridiques sont aléatoires et sélectives. (16) Dans le Kalimantan central, Sinar Mas et Wilmar font partie des grandes entreprises impliquées dans le brûlage des forêts. (17)

Le défrichage à l'aide d'un équipement mécanique coûte deux fois plus cher que le brûlage. (18) Les entreprises de palmiers à huile emploient du personnel local pour défricher la terre par brûlis. (19)

Les recherches de Bambang Hero, chargé de cours au Département des forêts de l'Institut de l'agriculture de Bogor, ont révélé qu'en 2015 de nombreuses entreprises employaient des populations locales pour défricher des terres par brûlis. **Les entreprises les utilisent comme un « bouclier humain » pour prévenir les conséquences juridiques de l'utilisation du feu pour défricher la terre et la forêt.** Lorsque l'équipe chargée de vérifier l'incidence des incendies a visité le site, les entreprises ont affirmé que les terres défrichées appartenaient à la communauté locale. Six mois plus tard, ces mêmes terres étaient passées aux mains de l'entreprise et les habitants de la région qui étaient accusés d'avoir défriché la terre étaient introuvables. (20)

On cherche systématiquement à présenter la criminalité des entreprises comme une criminalité individuelle **en rejetant la faute sur les communautés autochtones ou locales.** La réglementation qui protège les pratiques agricoles locales autochtones est utilisée pour influencer l'opinion publique, de sorte que les communautés coutumières locales sont accusées de brûler les forêts, même lorsque les incendies sont le résultat d'un défrichage dans les zones de concession.

Au lieu de faire appliquer la loi, le gouvernement préfère punir les communautés autochtones, notamment les Delang, pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. La réglementation du Kalimantan central protégeant les pratiques agricoles traditionnelles des communautés autochtones Dayak a été abrogée par le règlement gouvernemental n° 15/2015. **Des pancartes « Pas de brûlis » ont été placardées à chaque coin de rue.** L'armée et la police ont été envoyées dans les villages pour vérifier et harceler les gens. Les groupes indigènes qui continuaient à pratiquer la culture sur brûlis étaient terrorisés, **des bombardements d'eau ont été effectués à partir d'hélicoptères pour éteindre les feux utilisés dans leurs systèmes agricoles traditionnels.**

Les victimes sont punies

Ce sont les membres de la communauté autochtone Delang qui sont les victimes. Ils ont été exposés à la fumée dangereuse des incendies de forêt et de végétation qui proviennent des zones de concession contrôlées par les entreprises. Ils ont également fait les frais de l'expansion du secteur de l'huile de palme, qui a entraîné de graves pressions économiques sur les populations Delang et leurs économies traditionnelles.

Au cours des dix dernières années, **en plus de perdre des terres au profit des plantations de palmiers à huile, les Delang ont été exposés à des pressions économiques dues à des politiques gouvernementales qui ne sont pas favorables aux populations locales.** Ces politiques portent notamment sur (1) la baisse du prix du caoutchouc ; (2) l'appropriation des espaces de vie communautaires par le classement des villages en zones forestières ; (3) la déforestation et le changement climatique ; (4) l'expansion des monocultures ; 5) la dégradation de l'environnement par l'exploitation illégale des forêts par les entreprises.

L'hévéa est la culture principale qui permet à la communauté autochtone Delang de générer des revenus, à côté du riz, du jengkol et des fruits. Depuis que le gouvernement a interdit

l'exportation de caoutchouc brut, le prix a chuté de 20 000 roupies en 2009 à 5 000-6 000 roupies aujourd'hui.

La délivrance de permis excessifs pour les activités des entreprises a entraîné des taux de déforestation élevés. La perte de couvert forestier a également modifié le microclimat, ce qui nuit aussi ensuite aux cycles agricoles. Cela complique les activités agricoles traditionnelles. L'allongement des saisons des pluies et des saisons sèches extrêmement marquées aboutissent à une baisse de la productivité et à des mauvaises récoltes. Contrairement à ce qui se passait auparavant, les récoltes de riz ne suffisent plus pour vivre pendant un an. Une augmentation des infestations d'insectes aggrave encore la situation.

Avant l'arrivée du palmier à huile dans la région, le riz poussait bien et avait un bon rendement. Il n'y avait pas d'infestations d'insectes. Maintenant, les rats et les punaises attaquent les potagers et sont devenus de sérieux problèmes. Les arbres fruitiers sont remplacés par le palmier à huile et les abeilles ont disparu, ce qui a entraîné une baisse de la production de fruits et de miel. En plus de cela, l'exploitation forestière illégale est endémique dans la zone adjacente à la terre Delang, surtout après le démarrage des activités de deux sociétés d'exploitation forestière à cet endroit.

La situation économique des Delang est désastreuse. Beaucoup ont vendu leurs terres pour alléger leurs problèmes économiques. Le gouvernement ajoute à leurs problèmes en interdisant l'agriculture traditionnelle. **Les gens ont peur de la police et de l'armée chargées de l'application de l'interdiction, et pourtant, pour survivre, les gens doivent cultiver partout où l'emprise des concessions d'entreprises a laissé un peu d'espace et de possibilités.** À cause de cela, la récolte est souvent mauvaise. Certains osent continuer à utiliser la culture itinérante. En raison de ces pressions économiques, beaucoup doivent chercher du travail en dehors des villages.

Les populations Delang ont été traitées injustement. Elles ne sont pas les coupables des incendies de forêt et de végétation. Elles brûlent et défrichent leurs propres champs. Les champs de ces gens ne sont pas des terres de concession. **Un champ est une petite parcelle de terre, moins d'un hectare, alors que les terres d'une concession peuvent représenter des centaines ou des milliers d'hectares.** L'agriculture leur sert à subsister, pas à faire des profits. **Il n'y a jamais eu de grands incendies de forêt à Delang à cause de leurs pratiques agricoles traditionnelles.** Lorsqu'il pratique la culture sur brûlis, le peuple Delang (et les peuples Dayak en général) appliquent un système de « clôtures », guidé par des règles autochtones strictes et de lourdes amendes pour les contrevenants. Chaque ménage ne peut gérer qu'un hectare de terrain et le brûlage est géré collectivement. C'est une pratique très différente de la façon dont les entreprises utilisent le feu, où des milliers d'hectares de terres et de forêts sont brûlés sans aucune capacité de contrôle.

L'interdiction de l'agriculture traditionnelle ne dénie pas seulement le droit des peuples à la souveraineté alimentaire et à des moyens d'existence, elle anéantit aussi le tissu social et culturel des communautés autochtones qui est lié à ces activités agricoles. Les gens sont exaspérés par les pressions économiques auxquelles ils sont confrontés et par les politiques gouvernementales qui ne font que renforcer la pression sur eux et mettent en péril leurs moyens de subsistance. Finalement, **les Delang ont décidé de résister.** Ils continueront à pratiquer la culture itinérante traditionnelle et ils sont prêts à être mis en prison ensemble.

Sri Palupi

The Institute for Ecosoc Rights, Indonésie

- (1) Adinugroho WC., I NN Suryadiputra, BH Saharjo, dan L Siboro. 2005. Panduan Pengendalian Kebakaran Hutan dan Lahan Gambut. Proyek Climate Change, Forests and Peatlands in Indonesia. (*Guidance on Forest and Peatland Fires Management*). Wetlands International – Indonesia Programme dan Wildlife Habitat Canada. Bogor, Indonesia dalam Kebakaran Hutan Dan Lahan : Sebuah Tinjauan Analisis Kelembagaan (in '*Forest and Land Fires : Institutional Analysis Review*')
- (2) Karnawati. 2015. Pelajaran dari Kebakaran Hutan dan Lahan. (Leçons des feux de forêts et de végétation)
<http://nasional.kompas.com/read/2015/10/30/18000081/Pelajaran.dari.Kebakaran.Hutan.dan.Lahan>
- (3) <http://hutaninstitute.or.id/surat-terbuka-ngo-indonesia-kepada-pemerintah-republik-indonesia/>
- (4) http://interseksi.org/archive/publications/essays/articles/pengaruh_sawit.html dalam Dilema Kebijakan Yang Pro Rakyat, Kritis, Vol. XXIV, No.2, 2015
- (5) <http://www.antaraneews.com/berita/466282/80-persen-hutan-kalimantan-tengah-beralih-fungsi>
- (6) Statistik Bidang Planologi Kehutanan tahun 2011, Badan Planologi Kementerian Kehutanan, dalam Laporan Pemantauan Kejahatan Sektor Kehutanan di Wilayah Moratorium Kalimantan Tengah, WALHI Kalimantan Tengah (*Statistiques du secteur de la planification forestière, Agence de planification du ministère des Forêts, dans le Rapport sur la surveillance de la criminalité dans le secteur forestier dans une zone de moratoire en Kalimantan central, WALHI Kalimantan central*)
- (7) Kalimantan Pos, 27 avril 2010
- (8) https://www.wri.org/sites/default/files/pdf/indoforest_chap4_id.pdf
- (9) Lihat hasil riset the Institute for Ecosoc Rights di Kalimantan Tengah : « Palm Oil Industri and Human Rights, 2014 » (*Voir la recherche de l'Institute for Ecosoc Rights dans le Kalimantan central : « Palm Oil Industry and Human Rights, 2014 ».*)
- (10) https://www.wri.org/sites/default/files/pdf/indoforest_chap4_id.pdf
- (11) Sejarah Perkebunan Kelapa Sawit de Kalimantan Tengah, Dinas Perkebunan Provinsi Kalimantan Tengah, 2009 (*L'histoire des plantations de palmiers à huile dans le Kalimantan central, Bureau des plantations de la province de Kalimantan central, 2009*)
- (12) Palangka Post, 1 Juni 2011 dalam The Institute for Ecosoc Rights, Palm Oil Industri and Human Rights, Jakarta 2014, page 16 (*Palangka Post, 1^{er} juin 2011 in The Institute for Ecosoc Rights, Palm Oil Industry and Human Rights*)
- (13) Présentation de WALHI pour les chercheurs de l'Institute for Ecosoc Rights, Palangkaraya, Kalimantan central, mars 2013
- (14) Dilema Kebijakan Yang Pro Rakyat, Kritis, Vol. XXIV, N° 2, 2015
- (15) <http://www.mongabay.co.id/2015/10/06/berikut-korporasi-korporasi-di-balik-kebakaran-hutan-dan-lahan-itu/>
- (16) www.gresnews.com/berita/hukum/101960-tebang-pilih-hadapi-korporasi-pembakar-lahan/
- (17) <http://www.mongabay.co.id/2015/10/06/berikut-korporasi-korporasi-di-balik-kebakaran-hutan-dan-lahan-itu/>
- (18) https://www.wri.org/sites/default/files/pdf/indoforest_chap4_id.pdf
- (19)
https://www.academia.edu/21086380/Kebakaran_Hutan_Dan_Lahan_Sebuah_Tinjauan_Analisis_Kelembagaan
- (20)
<https://nasional.kompas.com/read/2016/08/30/18105451/perusahaan.pembakar.hutan.disebut.kerap.ja.dikan.masyarakat.sebagai.tameng>

Chili : gigantesques incendies forestiers, crimes d'entreprises et impunité



Dans la zone centre sud du Chili, de **gigantesques incendies forestiers** s'étendent peu à peu et **secouent périodiquement le pays**. Ces incendies sont liés aux **plantations industrielles d'essences exotiques de pins et d'eucalyptus**. Le plus récent feu est survenu durant l'été de 2017 et au début de février, presque 600 000 hectares avaient été dévastés dans certaines zones de la région d'O'Higgins, dans l'ensemble du Maule et une bonne partie du Biobío. La plupart de ces incendies avaient été **déclenchés de manière intentionnelle dans les plantations** avec un bilan de 11 décès, 1 551 propriétés brûlées, 6 162 sinistrés et des pertes économiques et matérielles considérables en plus de graves dommages environnementaux. (1)

Trois thèses ont été avancées dans la discussion publique sur les causes de ces incendies. La première concerne le soi-disant réseau international de corruption qui tirerait profit des grands incendies (2). La deuxième constitue un facteur qui n'a pas été inclus parmi les mobiles, même si les institutions publiques en sont conscientes : les invasions d'insectes incontrôlées dans les plantations forestières avant les feux (3). La troisième, mise de l'avant par certains groupes d'extrême-droite, concerne des actes de « terrorisme mapuche. » Ces groupes ont lancé une campagne de fausses nouvelles (4) qui cherche à détourner la responsabilité des entreprises de plantations et accuse les communautés autochtones mapuches même si cette fois-ci les incendies ont eu lieu dans des zones où celles-ci n'ont presque aucune présence.

Diverses organisations estiment que l'on est en présence d'une action orchestrée avec des intentions évidentes. **La majorité des zones touchées par les incendies étaient en grande partie des monocultures de pins et d'eucalyptus touchées par des épidémies d'insectes**. (5) Certaines de ces épidémies étaient totalement incontrôlées et ont continué d'augmenter dans l'ensemble du centre du Chili, notamment la soi-disant « avispa taladradora » (*Sirex noctilio*, guêpe perce-bois). (6) L'alerte sonne depuis 2012 (7), dans le cadre des foyers d'incendie durant la saison estivale. Cette année-là, les feux ont détruit 60 000 hectares et tué sept gardes forestiers. (8) Un certain groupe de politiciens ont alors voulu inculper les « mouvements mapuches » au moyen d'une campagne dans les médias, et même **en appliquant la Loi antiterroriste contre des communautés autochtones mapuches**. C'est ainsi que l'on instrumentalise les conflits historiques latents avec les

communautés mapuches causés par l'accaparement de terres par les entreprises forestières, ce qui entraîne une sérieuse vague de racisme, d'intolérance et de xénophobie, laquelle a fait l'objet d'une enquête journalistique et de la publication d'un livre en 2014. (9)

Le centre sud du **Chili compte environ trois millions d'hectares de plantations forestières**, y compris quelque 750 000 hectares appartenant à la société de portefeuille CMPC, dont l'entreprise principale est **Forestal Mininco**, contrôlée par le groupe Matte, avec une fortune de plus de 11,5 milliards de dollars. Holding Copec–Antar Chile, dont la principale filiale forestière est **Celco – Arauco** du groupe Angelini, également avec une fortune dans les milliards de dollars et plus de 1 200 000 d'hectares, constitue l'autre grande société active dans la région. Ces deux groupes économiques seraient impliqués dans des situations de corruption, de saccages, de conspirations et de collusions au Chili. (10)

Les sociétés forestières reçoivent chaque année des milliards de pesos des caisses de l'État. En 2017, plus de cent organisations, durant de grandes manifestations, ont indiqué : « **Nous lançons un appel aux responsables du pouvoir politique étatique à mettre fin au modèle forestier** qui nous mène tous et toutes à un précipice, dont la débâcle s'accélère progressivement alors que les institutions publiques s'avèrent inefficaces et que les groupes économiques forestiers génèrent le clientélisme politique et des réseaux de corruption. Des milliards de pesos du trésor national sont destinés chaque année aux intérêts des principaux groupes économiques du pays, notamment : production, recherche scientifique dans les universités publiques, gardes forestiers de la Conaf [Corporación Nacional Forestal] pour combattre les incendies, forces publiques pour protéger leurs domaines, réparation des routes endommagées par la circulation des camions qui transportent le bois récolté, affectation de terres de paysans et de communautés à leurs intérêts, distribution de milliers de litres d'eau vers les zones en pénurie dans les zones de plus forte concentration forestière, développement de biotechnologies pour améliorer les essences les plus résistantes aux changements climatiques dans les zones montagneuses ou qui puisent plus d'eau des nappes phréatiques. [...] **Ce saccage étatique doit cesser** » (11).

Il est aussi important de considérer les ressources publiques utilisées pour **criminaliser les membres du peuple mapuche dans le cadre des conflits de terres ancestrales**, principalement dans les zones d'Arauco, de Malleco, de Cautín et de Los Ríos. Cette criminalisation inclut plusieurs cas de violence, y compris des **incidents graves contre les enfants mapuches**. (12)

Un autre élément tout aussi important est que le pin et l'eucalyptus sont considérés des essences « pyrophytes, » avec un risque élevé de combustion et de propagation. **Les eucalyptus produisent une huile hautement inflammable** ; c'est pourquoi on les appelle « arbres à essence. » **C'est la même chose avec les pins** en raison de leur teneur élevée en résines. **Ces deux essences en monoculture ont contribué à l'expansion des grands incendies au Chili, en pleine crise hydrique grave, également causée par ces plantations, dans le centre sud du pays.** (13)

Impunité des entreprises dans les incendies criminels

En septembre 2015, diverses organisations – dont le réseau Red por la Defensa de los Territorios, l'Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales (OLCA) et des mouvements étudiants et environnementaux – se sont présentées au Ministère public pour

soumettre une compilation de plus de 300 pages d'auto-attentats et de **rapports d'attentats commis par des groupes mercenaires liés aux entreprises de plantations**. (14)

La documentation soumise incluait : des témoignages d'anciens gardes forestiers travaillant pour des sociétés de surveillance ; des aveux d'ouvriers payés pour commettre ces attentats et incriminer des dirigeants mapuches ; des enquêtes inachevées et l'abandon de causes judiciaires liées aux attentats forestiers et aux groupes mercenaires ; une description d'anciens agents des services de renseignement de la dictature militaire qui prêtent leurs services de surveillance aux entreprises ; des témoignages publics de parlementaires ; des enquêtes journalistiques et des avis juridiques.

De plus, des informations ont été soumises sur les liens entre les incendies de plantations et les épidémies existantes et l'existence de groupes mercenaires qui cherchent à criminaliser et à réprimer le peuple mapuche, le paiement d'indemnités d'assurance et des collusions entre les secteurs des affaires, de la politique et de la justice dans la région de l'Araucanía.

Il est inconcevable que le Ministère public n'ait jamais établi des pistes d'enquête pour déterminer les actes et les responsabilités liés aux sociétés de plantation, tout particulièrement ceux des sociétés Mininco et Arauco. À la place, **les procureurs ont préféré, avec préjugés et racisme, déclencher une persécution incessante contre le peuple mapuche**.

Les organisations ont dénoncé qu'il **existe des liens directs entre les autorités judiciaires et les intérêts politiques de l'industrie des plantations**, en mentionnant l'ancien procureur régional de l'Araucanía, Francisco Ljubetic et l'ancien procureur Luis Chamorro, qui des années durant a mené des actions de criminalisation contre plusieurs Mapuches. Chamorro a démissionné de son poste en 2014 en alléguant des raisons de santé avant de prêter ses services à titre de lobbyiste pour la société Arauco. (15)

À la suite des dénonciations, le Ministère public a décidé de mener une enquête dans les régions du Biobío et de l'Araucanía. Cependant, à ce jour, aucune enquête n'a été ouverte.

Le 31 janvier 2017, alors que de grands incendies dévastateurs faisaient rage, **110 organisations ont présenté au Consejo de Defensa del Estado [Conseil de défense de l'État] divers antécédents liés aux attentats incendiaires qui ont profité aux intérêts de l'industrie forestière** dans les régions du Maule, du Biobío et de l'Araucanía. Le Conseil doit veiller à l'intérêt public et il est un acteur national pertinent dans l'exécution de la législation environnementale. Par conséquent, une pétition formelle a demandé expressément qu'il entame une enquête et applique des actions judiciaires en ce qui concerne la responsabilité présumée des sociétés dans les incendies forestiers. (11)

Cependant, le 22 février 2017, le Conseil a indiqué qu'il « ne dispose pas des facultés d'enquête requises (...) pour intervenir sur cette question, » et il a ajouté que : « les antécédents soumis ont été remis à l'unité de l'environnement du présent Service pour leur étude et analyse, afin de recompiler plus d'antécédents et d'agir conformément aux fonctions et aux facultés juridiques octroyées. » Le document est signé par Carlos Mackenney, président substitut du Conseil de défense de l'État. (16)

Il est évident pour les organisations que **le Conseil de défense de l'État a refusé d'agir parce qu'il existe des conflits d'intérêts**. Elles ont dénoncé que le président du Conseil

(Juan Ignacio Piña Rochefort) a été l'homme de confiance de l'ancien président Sebastián Piñera durant son mandat au gouvernement, lequel à son tour entretient des relations étroites avec les sociétés forestières. L'ancien mandataire a été un associé chez Antar Chile de la société forestière d'Angelini et il maintient des relations privilégiées avec le groupe Matte de Forestal Mininco. Il ne faut pas non plus oublier les réseaux de corruption avec de larges secteurs de l'opposition et du parti au pouvoir, y compris diverses personnalités liées au gouvernement de Bachelet et aux intérêts des sociétés. « Le Conseil de défense de l'État s'est simplement lavé les mains, » ont indiqué les organisations.

Après les incendies de 2017, les médias ont laissé entendre que le Ministère public de la région du Maule enquêtait sur les liens entre les incendies et les plantations forestières. En juillet 2017, elles ont indiqué que : « Le procureur Mauricio Richards, chargé du dossier, enquête sur les liens entre ce désastre national et un décret émis un mois avant l'apparition des foyers d'incendie par le Servicio Agrícola y Ganadero (SAG, Service agricole et d'élevage) qui a imposé une quarantaine sur un grand nombre des plantations de pin qui ont par la suite brûlé. Cette mise en quarantaine a été prononcée en raison d'une épidémie de guêpes perce-bois qui a rendu inutilisables des centaines d'hectares de forêts qui sont par la suite passé au feu. La suspicion pèse une nouvelle fois sur l'industrie forestière, en raison des assurances, lesquelles couvrent effectivement les terres touchées par les flammes, mais pas les dommages causés par les insectes. » (17)

Après ces révélations dans les médias, le Ministère public a émis un communiqué qui démentait une telle enquête et affirmait que « Les enquêtes portent aujourd'hui sur d'autres questions, ce qui ne signifie pas que si des dénonciations sérieuses et concrètes existaient à l'effet que d'éventuels paiements indus d'assurances auraient été effectués en raison de la présence de la guêpe, celles-ci ne feraient pas l'objet d'une enquête menée avec la même rigueur et le même professionnalisme que toutes les dénonciations qui parviennent à la connaissance du Ministère public. » (18). Ce refus d'enquêter a confirmé les dénonciations de **complicité entre le ministère public et les sociétés forestières**.

Le Bureau du procureur du Ministère public du Chili – un organisme soi-disant autonome dont la fonction consiste à mener des enquêtes sur les délits, à éventuellement traduire les inculpés devant les tribunaux et à protéger les victimes et les témoins – fait face à des accusations d'être partie prenante et complice des crimes liés aux sociétés forestières, alors que ses fonctionnaires entretiendraient des liens avec ces sociétés privées. Le Conseil de défense de l'État est confronté à une situation semblable. C'est un autre organisme qui, malgré ses pouvoirs, préfère omettre et ne pas remplir ses obligations, laissant dans l'impunité les crimes commis dans le cadre de gigantesques incendies forestiers qui ont frappé le centre sud du Chili au cours des dernières années.

Une **résistance soutenue au modèle de l'industrie forestière** persiste dans divers territoires. Lors d'une rencontre à Temuco, en mai 2018, on a annoncé que les dénonciations devant diverses instances politiques et de droits humains continueront aux plans local et international afin d'en finir avec l'impunité.

*Alfredo Seguel, alfredoseguel [at] gmail.com
Mapuexpress*

(1) ¿Quiénes incendiaron Chile? / <http://www.elmostrador.cl/noticias/opinion/2017/08/03/quienes-incendiaron-chile/>

- (2) La red internacional de corrupción que se beneficiaría con los megaincendios en Chile / <http://www.elciudadano.cl/2017/02/09/358150/la-red-internacional-de-corrupcion-que-se-beneficiaria-con-los-megaincendios-en-chile/>
- (3) Resoluciones del SAG y estudio Conaf confirman plagas en amplias extensiones de plantaciones forestales / <http://www.mapuexpress.org/?p=15937>
- (4) El “Terrorismo Mapuche”: La campaña de desinformación para desviar responsabilidades en mega incendios forestales / <http://www.mapuexpress.org/?p=16499>
- (5) Resoluciones del SAG y estudio Conaf confirman plagas en amplias extensiones de plantaciones forestales / <http://www.mapuexpress.org/?p=15937>
- (6) Sirex noctilio o avispa de la madera del pino / <http://www.sag.gob.cl/ambitos-de-accion/sirex-noctilio-o-avispa-de-la-madera-del-pino>
- (7) Las plagas que desde 2001 arrasan con las forestales del sur de Chile / <https://www.nuevamujer.com/bienestar/2012/01/10/las-plagas-que-desde-2001-arrasan-con-las-forestales-del-sur-de-chile.html>
- (8) Chile: Incendio en Carahue deja 7 brigadistas muertos / <https://www.nuevamujer.com/bienestar/2012/01/05/chile-incendio-en-carahue-deja-7-brigadistas-muertos.html?year=2012&month=01&page=1&blog=latam&kind=category>
- (9) Libro “VIDAS DE PAPEL. Negocio de la Madera y conflicto Intercultural en Chile” (2014) / <http://www.mapuexpress.org/?p=1563>
- (10) Especial conflicto forestal en Chile: Colusión, saqueo, corrupción, conspiraciones / <http://kaosenlared.net/chile-mapuche-especial-conflicto-forestal-en-chile-colusion-saqueo-corrupcion-conspiraciones-y-el-asesinato-de-alex-lemun/>
- (11) Organizaciones responsabilizan a empresarios por incendios y piden fin del modelo forestal / <https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/chile/2017/01/31/organizaciones-responsabilizan-a-empresarios-por-incendios-y-piden-fin-del-modelo-forestal.shtml>
- (12) Conflicto forestal y violencia hacia la infancia Mapuche / <http://www.mapuexpress.org/?p=18318>
- (13) Pinos y eucaliptus como especies pirrófitas / <http://www.infogate.cl/2017/02/01/premio-nacional-de-ciencias-2010-los-eucaliptos-se-llaman-arboles-gasolina/>
- (14) Organizaciones acusan a la Fiscalía de Chile de estigmatizar a la comunidad mapuche / https://www.eldiario.es/politica/Organizaciones-Fiscalia-Chile-estigmatizar-comunidad_0_427308255.html
- (15) Ex Fiscal “antimapuche”, Luis Chamorro, aparece registrado como lobbista de brazo forestal del grupo Angelini / <https://www.elciudadano.cl/medio-ambiente/ex-fiscal-chamorro-el-anti-mapuche-appece-registrado-como-lobbista-de-forestal-del-grupo-angelini/06/29/#ixzz5IVztFyYL>
- (16) Respuesta del Consejo de Defensa del Estado / <https://drive.google.com/file/d/0BxStQZbctlg9RmVsMnIDWS02bjg/view?usp=sharing>
- (17) Investigan relación de incendios forestales con plaga de avispas y pago de seguros / <https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/chile/2017/07/04/investigan-relacion-de-incendios-forestales-con-plaga-de-avispa-y-pago-de-seguros.shtml>
- (18) Fiscalía Regional del Maule niega investigación sobre incendios forestales vinculada a avispas taladradoras / <https://www.atentos.cl/2017/07/05/fiscalia-regional-del-maule-niega-investigacion-sobre-incendios-forestales-vinculada-a-avispa-taladradoras/>

L'Amazonie : un territoire pris entre des feux croisés



L'Amazonie — un territoire qui s'étend sur une partie des pays actuels que sont le Brésil, le Pérou, la Colombie, la Bolivie, le Venezuela, l'Équateur, la Guyane, la Guyane française et le Surinam — est un territoire vivant en transformation constante où des centaines de peuples et de communautés qui dépendent des forêts.

Même si les forêts qui se trouvent en territoire autochtone sont les mieux protégées (1), les pratiques et les connaissances qui les sauvegardent continuent d'être marginalisées et même criminalisées. Le feu en est une pièce maîtresse.

Qui au juste brûle les forêts de l'Amazonie ?

La majorité des scientifiques présumaient que les grands incendies saisonniers étaient improbables dans les zones très humides comme l'Amazonie. Mais les événements des dernières années ont démenti cette hypothèse. L'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INPE selon son sigle en portugais) a enregistré **plus de 200 000 incendies forestiers en Amazonie brésilienne rien qu'en 2017.** (2)

Selon un de ses chercheurs, la cause fondamentale de l'extension si rapide des incendies n'est pas le « brûlis » que pratiquent les Autochtones et que l'on blâme souvent, ni les sécheresses — qui de fait sont de plus en plus fréquentes et longues —, mais la **soi-disant « coupe sélective » ou « exploitation à faible impact. »**

Ce type de coupe est devenu populaire partout sur la planète à partir des années 1990, car il promettait l'extraction de bois sans causer les effets dévastateurs de la coupe à blanc ou du défrichage. Sous cette pratique, appelée également « gestion forestière durable, » les exploitants forestiers récoltent seulement le bois de grande valeur commerciale. Cependant, des études récentes montrent que même lorsque les taux d'extraction sont faibles, cette méthode peut causer une perte de biodiversité, car elle finit par dégrader et fragmenter la forêt, non seulement à cause de l'extraction, mais aussi en raison de l'ouverture de routes. (3) Par ailleurs, la coupe sélective a un effet sur la végétation restante, le sol et les processus hydrologiques et érosifs et facilite la propagation du feu. (4) Elle laisse également derrière son passage des troncs et des restes qui deviennent inflammables une fois secs. **En fragmentant la forêt, les incendies se propagent de plus en plus rapidement durant les périodes de sécheresse.** Les changements climatiques ne font qu'exacerber ce processus.

D'autre part, après avoir comparé des données satellitaires couvrant cinq pays amazoniens (Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou et Brésil) sur une période de 12 ans, Dolores Armenteras, une spécialiste en feu et déforestation en Colombie, a conclu que **les grands incendies sont associés aux voies de communication en Amazonie**. En Équateur, par exemple, **il existe un lien étroit entre l'exploitation d'hydrocarbures, l'ouverture de routes liées à cette activité et les feux** et la déforestation de l'Amazonie. (5) En analysant une carte des routes en voie d'implantation en Amazonie, le chercheur Carlos Porto-Goncalves commente : « la zone traditionnellement continue de forêt commence à être fractionnée en blocs séparés par les routes. Jusqu'à il y a 20 ans environ, les voies se trouvaient dans la périphérie de la région, mais maintenant en plus d'avancer dans l'Amazonie, elles commencent à la fragmenter, ce qui entraîne des effets métaboliques à grande échelle. **Entre ces grandes routes qui fragmentent la région, ou plutôt, à partir de celles-ci, surgit une myriade de chemins secondaires qui font avancer la déforestation dans un processus apparemment incontrôlé** dont les effets sont de toute évidence dévastateurs à tous les niveaux : local, régional, national et mondial. » (6)

Mais la coupe sélective et les routes nous signalent un problème encore plus sérieux.

Le processus de colonisation de la région amazonienne a marqué le début d'une intervention « développementiste. » **Un modèle de « développement » imposé qui cherche à trouver, exploiter et accaparer la plus grande quantité possible de « ressources naturelles » pour alimenter un marché capitaliste** qui s'intensifie et s'accélère toujours plus. La forte destruction et la spoliation que cette intervention continue d'occasionner chez ces personnes et dans les territoires d'accaparement et de contamination font partie de son **inhérente injustice et racisme environnemental**. (13) Ce « développement » est **sous-jacent à de nombreuses activités que l'on peut qualifier de « moteurs de la déforestation. »** Elles incluent l'industrie forestière, l'agriculture, l'élevage et la cellulose, ainsi que l'extraction, le transport et le traitement de combustibles fossiles et de minéraux, et la prolifération des centrales hydroélectriques. (14) À leur tour, ces industries nécessitent des chemins, des voies fluviales, des ports, des campements de travailleurs, etc.

Il faut mentionner que, dans beaucoup de cas, **ces « moteurs de la déforestation » brûlent des superficies énormes de forêts pour ouvrir le territoire à leur « développement. »** Ces incendies qui ne sont ni interdits ni criminalisés constituent le mécanisme le moins coûteux et le plus courant pour un grand nombre de ces industries.

De même, il est important de souligner que **les incendies forestiers constituent également une menace pour les territoires autochtones** de l'Amazonie. D'octobre à décembre 2017, par exemple, 24 000 hectares du territoire autochtone de Kayapó au Brésil ont été brûlés, alors que le territoire autochtone de Xikrin do Rio Cateté a perdu environ 10 000 hectares. (7) Les deux territoires avaient déjà subi l'extraction illégale d'arbres d'acajou et les deux communautés continuent de combattre les projets miniers. Dans le territoire de Xikrin, les activités forestières ont inclus la construction de 130 kilomètres de routes principales et de 173 kilomètres de routes secondaires. (8)

La gestion autochtone du feu

L'agriculture itinérante, migratoire ou « sur brûlis, » une pratique millénaire des peuples de la forêt, est presque toujours accusée de causer les feux et la déforestation. Cependant, l'on sait que cette pratique conserve et améliore les sols, stimule la croissance d'une certaine

végétation et contribue à la protection d'habitats spécifiques. La création de clairières dans la forêt et le brûlage de restes de branches et de feuilles produisent des nutriments qui enrichissent le sol et préviennent aussi des incendies encore plus importants durant les périodes de sécheresse. L'emploi de parcelles distancées les unes des autres dans des espaces et sur des échelles et des cycles de temps précis, avec de longues périodes de repos pour permettre la régénération, témoigne des importantes connaissances ancestrales des communautés quant au respect de leur environnement et à la coexistence harmonieuse avec celui-ci.

Cependant, le feu remplit un rôle beaucoup plus important que simplement ouvrir des zones pour la culture. Les peuples de l'Amazonie savent que la jungle dense réduit la richesse de la faune et les parcelles laissées en jachère attirent fortement le gibier. Ces parcelles dispersées limitent également la propagation de maladies, de champignons et d'insectes et encouragent une certaine végétation. De plus, le feu encourage les arbres fruitiers, crée des espaces sacrés, contrôle certains herbages et autres fourrages pour les animaux domestiques, ouvre des voies d'accès, maintient les aires communales et d'habitation, etc. **Cette sage utilisation du feu a constitué un élément crucial de l'évolution historique de la diversité amazonienne.**

Mais de nombreuses communautés ne peuvent plus cultiver dans leurs lieux d'origine soit parce que leurs terres et/ou leur milieu de vie ont été accaparés, contaminés ou expropriés en raison de politiques injustes ou parce qu'elles ont dû fuir des situations de violence et de criminalisation. Cela les a obligées à « adapter » les cycles de l'agriculture itinérante, les zones de culture et de pâturage et les périodes de rotation à des zones et à des périodes considérablement réduites.

Dans cette situation, **les politiques de conservation ont été conçues pour « stopper la déforestation. » Elles qualifient les pratiques agricoles millénaires d'improductives et profitent de la crise climatique pour imposer des programmes pour rendre leur agriculture plus « efficace. »** On ne cherche pas à arrêter les coupes, les routes ou les industries qui encouragent la fragmentation de la forêt. Avec les devises comme « pour une agriculture à faible teneur en carbone » et « respectueuse du climat, » **on cherche à interdire et à criminaliser la pratique autochtone du brûlis.** Beaucoup de programmes visent même à assimiler ces peuples en tant que solution bon marché des projets de suppression du feu.

Dans l'État de Roraima, Brésil, avec le slogan « la technologie est blanche et non pas autochtone, » les agences gouvernementales font campagne pour remplacer la pratique autochtone du feu par des tracteurs. (10) Dans le parc national de Canaima, au Venezuela, de nombreux jeunes autochtones Pemón ont critiqué l'utilisation traditionnelle du feu après avoir suivi des programmes publics-privés d'éducation environnementale centrés sur la suppression des feux. Cela a causé un clivage dans l'utilisation du feu dans les communautés Pemón et du coup, l'accumulation de biomasse inflammable, car les feuilles mortes ne sont plus brûlées selon les cycles habituels. À son tour, cela a facilité l'augmentation des feux de forêt massifs durant la saison sèche. (11)

Les rares exemples qui reconnaissent au moins l'importance de cette pratique de gestion locale finissent par l'enterrer en l'incluant dans des mécanismes de marché ou parmi les mesures incitatives de programmes d'atténuation des changements climatiques. Ainsi,

diverses activités de brûlage locales sont incluses en tant qu'options qui génèrent des avantages avec le marché du carbone. (12)

La non-reconnaissance de l'important rôle que le feu joue dans les forêts a des conséquences sérieuses tant pour la régénération, la conservation et l'entretien que pour les peuples qui dépendent des forêts. Dans le cadre d'une coexistence respectueuse, le feu a toujours été et continue d'être un élément de la vie dans les forêts amazoniennes.

Joanna Cabello, joanna [at] wrm.org.uy
Membre du secrétariat international du WRM

- (1) Jayalaxshimi M. et al. (2016) *Community owned solutions for fire management in tropical ecosystems: case studies from indigenous communities in South America*, https://www.researchgate.net/publication/303503987_Community_owned_solutions_for_fire_management_in_tropical_ecosystems_Case_studies_from_Indigenous_communities_of_South_America
- (2) <https://news.mongabay.com/2017/10/record-amazon-fires-stun-scientists-sign-of-sick-degraded-forests/>
- (3) Voir par exemple : *Science Direct*, Identifying thresholds of logging intensity on dung beetle communities to improve the sustainable management of Amazonian tropical forests, 2017, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0006320717311709> ou Mongabay, *Ecologists are underestimating the impacts of rainforest logging*, 2014, <https://news.mongabay.com/2014/07/ecologists-are-underestimating-the-impacts-of-rainforest-logging/>
- (4) Asner, G., et al. (2005) Selective logging in the Brazilian Amazon, https://www.fs.fed.us/global/iitf/pubs/ja_iitf_2005_asner001.pdf
- (5) « La catalana que estudia los incendios forestales en Colombia, » *El Espectador*, février 2018, <https://www.elespectador.com/noticias/ciencia/la-catalana-que-estudia-los-incendios-forestales-en-colombia-articulo-739693>
- (6) Porto-Goncalves, C. (2018), Amazonía. Encrucijada civilizatoria, http://www.sudamericarural.org/images/impresos/archivos/Amazonia_encrucijada_civilizatoria.pdf
- (7) <http://www.wri.org/blog/2017/12/places-watch-5-forests-risk-month>
- (8) <https://academic.oup.com/botlinnean/article/122/1/75/2607953>
- (9) Ratter, J (2015) *The need for a consistent fire policy for Cerrado conservation*, <https://besjournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1365-2664.12559>
- (10) Oliveira, J., et al. (2005) « Agricultura familiar nos lavrados de Roraima, » dans Jayalaxshimi M. et al. (2016) *Community owned solutions for fire management in tropical ecosystems: case studies from indigenous communities in South America*, https://www.researchgate.net/publication/303503987_Community_owned_solutions_for_fire_management_in_tropical_ecosystems_Case_studies_from_Indigenous_communities_of_South_America
- (11) Sleto, B (2006) « Burn marks: the becoming and unbecoming of an Indigenous landscape » et Sleto, B (2008) « The knowledge that counts, » dans Jayalaxshimi M. et al. (2016) *Community owned solutions for fire management in tropical ecosystems: case studies from indigenous communities in South America*, https://www.researchgate.net/publication/303503987_Community_owned_solutions_for_fire_management_in_tropical_ecosystems_Case_studies_from_Indigenous_communities_of_South_America
- (12) Voir par exemple : *Fire is REDD+: offsetting carbon through early burning activities in south-eastern Tanzania*, <https://www.cambridge.org/core/journals/oryx/article/fire-is-redd-offsetting-carbon-through-early-burning-activities-in-south-eastern-tanzania/11497CDE605E4FAE7F2E45171EEC46A5>
- (13) Bulletin no. 223 du WRM, avril 2016, « Le racisme dans les forêts : un processus d'oppression au service du capital, » <https://wrm.org.uy/es/boletines/nro-223/>
- (14) Voir la carte des barrages en Amazonie : <http://dams-info.org/es> ; Concessions pétrolières : <https://es.mongabay.com/2013/03/108-millones-ha-de-la-pluviselva-amazonica-disponibles-para-exploracion-explotacion-de-petroleo-y-gas/> ; voir aussi les cartes des différentes industries dans la région dans : « Amazonía bajo presión, » <https://www.amazoniasocioambiental.org/es/publicacion/amazonia-bajo-presion/>

Quito, une ville entourée d'une ceinture de feu



Chaque été (saison sèche), l'Équateur, un pays latino-américain situé au centre de la Terre, doit se préparer à affronter les risques de feux de forêt. Durant la saison sèche (de juin/juillet à août/septembre), plusieurs provinces du pays voient des milliers d'hectares de végétation indigène, tant de forêts que de landes, dévorés par le feu. **Généralement, les incendies touchent les plantations d'eucalyptus ou de pins, lesquelles alimentent et intensifient les incendies.**

L'apparition d'incendies dépend de plusieurs facteurs, notamment les changements climatiques et la durée et sévérité de la saison sèche. De plus, selon les autorités qui n'analysent pas toutes les dimensions du problème, les feux dépendent aussi de l'humeur des pyromanes — ces gens qui se sentent poussés à mettre et à propager le feu.

Toutefois, pour mieux comprendre les facteurs qui influent sur les feux de forêt en Équateur, il faut aussi analyser le rôle des monocultures d'arbres exotiques. Le remplacement de la végétation indigène avec des plantations de monoculture entraîne des conséquences désastreuses pour la diversité des espèces, les sources d'eau, les sols et l'interaction des populations locales avec leurs milieux de vie. **Par conséquent, les monocultures modifient de manière significative les régimes de feu connus, utilisés et gérés par les habitants.**

La situation est grave en Équateur. Selon le ministère de l'Environnement, **le pays compte 163 000 hectares de monocultures d'arbres et il existe un fort mouvement pour accroître ces superficies**, notamment avec des essences de pins, d'eucalyptus, de teck et de balsa. Un budget imposant est alloué pour cette expansion qui atteindrait une superficie totale d'environ 500 000 hectares. Les incitatifs favorisent avant tout les grandes sociétés au détriment des paysans, des forêts et de l'eau.

L'eucalyptus consomme un excès d'eau. Chaque arbre d'eucalyptus adulte absorbe en moyenne 20 litres d'eau par jour. De plus, ces arbres inhibent la croissance d'autres espèces de plantes qui pourraient constituer des barrières naturelles contre le feu en retenant l'humidité. D'autre part, **les feuilles d'eucalyptus ne se décomposent pas facilement ; en se maintenant sèches au sol, elles constituent un combustible pour le feu.** Il en va de

même pour son écorce et ses branches. Et les huiles essentielles caractéristiques de l'eucalyptus (et du pin), qui leur donnent leurs odeurs caractéristiques, sont en soi des substances très inflammables.

Les eucalyptus sont connus comme des arbres « qui aiment le feu » parce qu'ils survivent aux incendies forestiers, reverdissent et profitent de la disparition des autres plantes qui auraient pu leur enlever la lumière et l'eau dont ils ont besoin pour croître vigoureusement.

Les eucalyptus qui entourent Quito

Dans la capitale Quito, **la végétation indigène a été éradiquée pour faire place aux eucalyptus**. Cela a créé ce qui est connu sous le nom de « ceinture verte » de la ville. Même si cette ceinture est formée presque entièrement de plantations très vieilles d'eucalyptus, elle est erronément considérée une forêt. C'est parce que le gouvernement de l'Équateur utilise la définition de la FAO sur les forêts, laquelle considère que les plantations en monoculture d'espèces exotiques sont des « forêts plantées. »

En conséquence, les vieilles plantations n'ont pas été coupées et n'ont pas subi un traitement adéquat pour éviter les incendies chaque été. Cette « ceinture verte » est formée principalement de presque 8 000 hectares de plantations d'eucalyptus (1) qui dominent les flancs du Pichincha, à Píntag, Nono, Conocoto, Alangasí, Amaguaña, La Merced, Pifo, Calacalí, El Quinche et Yaruquí.

Le grand problème avec les plantations qui entourent Quito, c'est qu'avec le temps, elles contribuent à l'augmentation des feux de forêt. Leurs effets environnementaux cumulatifs sur une période de 20 ans sont très différents de ceux sur 30 ou 40 ans, car ils s'amplifient. Les plantations abandonnées deviennent des forêts, c'est-à-dire que les arbres se reproduisent par eux-mêmes, par rhizome ou par semence, et les nouveaux arbres occupent les fossés coupe-feu. Ainsi, la densité de la monoculture et la quantité de feuilles mortes disponibles pour propager les incendies augmentent. Les arbres, de grande taille et minces en raison de la densité de la plantation dans laquelle ils doivent concurrencer pour recevoir la lumière, s'allument et propagent le feu avec rapidité et facilité.

Les feux de forêt autour de Quito touchent durement la flore et la faune dont la restauration, si elle est possible, pourrait prendre beaucoup de temps. De plus, **les feux de forêt causent d'autres effets** comme l'émission de gaz et de fumée contenant de l'ozone, du dioxyde de carbone, du monoxyde de carbone, des hydrocarbures aromatiques polycycliques, du dioxyde de soufre, des matières particulaires, etc., qui ont de graves effets sur la qualité de l'air et la santé de la population exposée.

Les feux ont donc aussi des effets sociaux, lesquels **concernent l'intégrité physique, psychologique et économique de ceux et celles qui sont touchés**. Le passage des incendies laisse un grand nombre de personnes asphyxiées et de biens détruits ; cela cause un déséquilibre économique immédiat chez les personnes sinistrées, **lesquelles se trouvent généralement dans les zones les plus pauvres et vulnérables de la ville**.

Un changement radical

Si l'on ajoute à cela les événements climatiques extrêmes causés par les changements climatiques, il devient indéniable qu'il faut **rapidement apporter des changements profonds pour rétablir les forêts**. Cela suppose l'analyse des causes sous-jacentes des

incendies. Sous les conditions de sécheresse intense et de températures élevées, les forêts indigènes retiennent plus d'humidité en raison de leur stratification naturelle en quatre strates (du sous-sol, herbacée, arbustive et arborée). C'est pourquoi moins de feux se propagent dans les forêts indigènes que dans les monocultures d'essences exotiques, lesquelles n'ont qu'une seule strate et laissent une grande quantité de matière organique sèche sur le sol. L'ancien maire de Quito l'a reconnu en 2017, après les incendies survenus cette année-là. Mais il semble que l'on recommence à zéro chaque été.

Certains feux de forêt sont causés par l'action humaine : pyromanes, brûlage de déchets, feux de camp mal éteints et même des actions de mauvaise foi qui méritent de faire l'objet d'enquêtes approfondies. Mais il y a aussi les **politiques publiques anciennes et récentes qui créent les conditions pour ces événements**, comme le fait de remplacer les forêts indigènes par des plantations forestières ou de prioriser la reforestation avec des arbres exotiques en ne pensant qu'aux rendements à court terme.

En conséquence, il faut déclarer **une interdiction d'étendre les monocultures** d'arbres exotiques. Pour atteindre cet objectif, il faut changer radicalement la matrice de production du ministère de l'Agriculture, le programme d'incitatifs pour la reforestation à des fins commerciales et le programme du ministère de l'Environnement baptisé « Déforestation 0, » lequel considère qu'un hectare de forêt coupée peut être remplacé par un hectare de monoculture d'arbres exotiques. Selon la logique actuelle de ce programme, ce remplacement ne produirait aucune déforestation.

Il est essentiel de redéfinir la gestion forestière en remplaçant progressivement les masses forestières de pins et d'eucalyptus avec des formations indigènes. Donner la priorité à la restauration des écosystèmes indigènes propres de chaque zone. Cela doit être réalisé en *minga* (2), avec la participation des habitants et des communautés vivant près des lieux touchés.

Différentes voix citoyennes exigent que la crise écologique et sociale que nous vivons soit résolue avec des mesures complètes. Celles-ci pourraient inclure la surveillance communautaire pour la prévention des incendies, une gestion adéquate des bassins versants et des ruisseaux, la formation en prévention des feux de forêt dans les zones vulnérables, des politiques urbaines destinées à augmenter la porosité du sol dans les villes et des campagnes en milieu urbain et rural pour réduire les ordures, comme la campagne « Basura Cero ». (3) Le tout dans le cadre d'une politique intégrale de l'État pour prévenir les feux de forêts et autres désastres.

Nathalia Bonilla, foresta [at] accionecologica.org
Acción Ecológica

(1) <http://revistas.usfq.edu.ec/index.php/avances/article/view/134/136>

(2) Le mot « minga » vient de la langue quechua et fait référence à un travail collectif effectué pour l'ensemble de la communauté.

(3) Campagne « Basura Cero » (zéro déchets) :

<http://www.accionecologica.org/component/content/article/2213-basura>

Portugal : il y a 28 ans, des villages ont lutté contre les eucalyptus. La terre a cessé de brûler.



Le 31 mars 1989, 800 personnes se sont réunies à Veiga do Lila, un petit hameau de Valpaços, pour mener une des luttes environnementales les plus importantes de l'histoire du Portugal.

L'action avait été décidée par sept ou huit villages d'une vallée montagneuse éloignée. Ce n'est que plus tard que les écologistes se sont ralliés à la cause. Un après-midi, les villageois sont tous allés **détruire les 200 hectares d'eucalyptus** qu'une entreprise de cellulose avait planté dans le domaine d'Ermeiro, la plus grande propriété agricole de la région.

Deux cents agents de la Garde nationale républicaine (GNR) les attendaient. Ils formaient une première barrière dans le but d'empêcher les habitants d'arracher les jeunes arbres. Mais les policiers étaient trop peu nombreux pour contrer une si grande mobilisation.

La tension a monté tout au long de l'après-midi. « À un moment donné, j'ai pensé que la situation allait dégénérer, » dit aujourd'hui Antonio Morais, un des dirigeants des protestataires. Mais les médias étaient aussi sur place, et encore aujourd'hui, Antonio pense que c'est grâce à leur présence que la violence ne s'est pas déchaînée. Il y a bien sûr eu quelques charges, des pierres lancées d'un côté, des coups de matraque de l'autre, mais **rien qui ne puisse taire les cris des hommes et des femmes, jeunes et vieux : « oui aux oliviers, non aux eucalyptus. »**

« Nous ne voulions pas tous brûler ici »

Quelques mois avant le soulèvement, Antonio Morais, propriétaire d'une olivaie de plusieurs hectares à Lila, s'était rendu compte qu'une **filiale de la société Soporcel (1) allait remplacer 200 hectares d'oliviers avec des eucalyptus pour l'industrie du papier**. « Cette société avait reçu une subvention à fonds perdu de l'État [c'est-à-dire des fonds sans obligation de remboursement] pour reboiser la vallée, sans même consulter la population, » s'indigne-t-il encore, 28 années plus tard.

« Le ministère de l'Agriculture défendait alors bec et ongles la plantation d'eucalyptus. » Alvaro Barreto, titulaire de ministère, avait été, quelques années plus tôt, président du conseil d'administration de Soporcel, et il reprendrait ce poste en 1990, peu de temps après que les gens de Valpaços le confrontent.

« La thèse principale des gouvernements de Cavaco Silva était qu'il fallait remplacer les petites exploitations et l'agriculture de subsistance par des monocultures plus rentables, qu'il fallait rentabiliser la forêt à grande échelle, » explique Antonio Morais. L'eucalyptus était présenté comme une solution facile. **Après quelques années, Portugal se taillerait sûrement un rôle de premier plan dans l'industrie de la cellulose.**

« J'ai commencé à m'informer et j'ai compris que l'eucalyptus nous causerait de graves problèmes, » poursuit Antonio Morais. « D'une part, dans une région où l'eau est tout sauf abondante, **nos autres cultures auraient de grands problèmes de viabilité.** Surtout les oliviers qui ont toujours été la richesse de ce village. Et ensuite, il y avait les incendies qui étaient catastrophiques. **Les eucalyptus sont hautement combustibles et ils atteignent une très grande hauteur. »**

Cette région montagneuse a huit mois d'hiver et quatre d'enfer. **Ces arbres attireraient inéluctablement le feu.**

Antonio a commencé à parler de ses craintes avec quelques personnalités de la vallée. « Un consensus s'est lentement établi selon lequel l'argent facile de l'eucalyptus deviendrait à moyen terme notre malheur. **Nous ne voulions pas laisser sécher notre terre. Et nous ne voulions pas tous brûler. Nous devons détruire cette plantation, peu importe le coût. »**

Anatomie de la conspiration

Le noyau formé d'une quinzaine d'agriculteurs s'est chargé de mobiliser les autres. « Les dimanches, nous nous rendions aux villages et à la fin de la messe, nous expliquions aux gens ce qui risquait de se produire dans notre territoire, » rappelle Natalia Esteves, une descendante d'une famille de grands producteurs d'huile d'olive, devenue du jour au lendemain une dirigeante de la contestation. « Nous faisons aussi du porte-à-porte pour expliquer le problème à ceux et celles qui n'avaient pas assisté aux assemblées. »

Au début, il y avait des doutes, car le bois vaudrait toujours plus que l'olive et à l'époque, la châtaigne ne valait pas ce qu'elle vaut aujourd'hui. « Mais nous avons toujours cherché à centrer la conversation sur ce qui se produirait quelques années plus tard, c'est-à-dire que **les eucalyptus assècheraient la terre et la population serait l'otage d'une seule culture,** et si une crise survenait, nous n'aurions aucune culture de rechange. »

Mais c'est le feu qui inquiétait le plus les gens. « **Là où il y a des eucalyptus, tout brûle.** Et alors, les gens n'appelaient plus les eucalyptus par leur nom, mais bien plutôt **les allumettes.** »

João Sousa était alors le président du conseil de Veiga do Lila. Maintenant âgé de 86 ans, mais avec l'agilité d'une personne de 30 ans, il presse le pas aujourd'hui pour montrer la zone qui devait devenir une boîte d'allumettes géante. « Regardez, il n'y a même pas un eucalyptus planté. Et notre vallée n'a pas connu d'incendie depuis plus de 30 ans. »

La tragédie forestière portugaise des dernières décennies donne l'impression qu'ils avaient raison il y a de nombreuses années, lorsque le gouvernement et les autorités leur disaient le contraire. « Vous pouvez penser que nous sommes des paysans, sans éducation ni connaissances, mais nous avons su défendre nos terres, » dit le vieil homme.

La guerre

Les premières actions pour arracher les eucalyptus furent des attaques furtives et désorganisées de la population. Deux semaines avant la guerre, le dimanche des Rameaux, la situation s'était corsée. « Nous avons réuni deux cents personnes de ces villages et les propriétaires de l'entreprise ont fait appel à la GNR, » rappelle Antonio Morais. « Lorsqu'ils sont arrivés, nous avons déjà détruit environ 50 hectares d'eucalyptus. » Ce jour-là, les gens se sont enfuis, mais ils ont annoncé qu'ils reviendraient après Pâques.

Le 31 mars 1989, le dimanche après Pâques, toute la population s'est rassemblée à Veiga do Lila pour arracher le reste de la plantation d'eucalyptus. Le village était rempli de journalistes. Il y avait même un hélicoptère qui couvrait les événements de l'air. Nous n'avions pas besoin d'utiliser des pelles ou des houes, car nous pouvions arracher à la main les eucalyptus récemment plantés. La police a tenté d'établir une ligne de défense, mais les deux cents agents ne suffisaient pas à contenir tous les gens.

En une heure, nous avons arraché 180 hectares de petits arbres. Une dizaine de gardes sont intervenus à cheval dans une démonstration de force, mais cela n'eut guère d'effet. Soporcel avait construit des terrasses pour la plantation des eucalyptus qui maintenant entravaient le mouvement des chevaux.

Tous et toutes pour un

La garde spéciale armée de boucliers et de casques s'approchait maintenant en descendant la colline. José Oliveira, un agriculteur du petit village d'Émeres, tenta de s'échapper par un côté, mais la garde l'a rapidement attrapé. Il portait un revolver dans un sac et c'est ce qui compliqua la situation. « Ils l'ont arrêté et placé dans une camionnette en l'accusant de possession illégale d'arme, » raconte maintenant sa veuve, Ester.

Cette détention marquerait le début de la fin de la guerre. « Les gens s'étaient repliés face au corps d'intervention, mais lorsqu'ils se sont rendu compte qu'un des nôtres était prisonnier, ils ont commencé à crier qu'ils refusaient de bouger tant et aussi longtemps qu'il n'était pas libéré, » explique Antonio Morais. Ester renchérit : « C'est la vallée au complet qui a sauvé mon mari. » Les gens ont cessé de lancer des pierres ; ils criaient maintenant pour la libération immédiate de l'oncle Zé.

Une dizaine d'organiseurs de l'action durent se présenter devant les tribunaux et, un an plus tard, ils ont été déclarés coupables d'invasion de propriété privée et condamnés à des peines avec sursis.

« Des ingénieurs de Soporcel sont venus nous proposer le retrait de la plainte si nous nous engageons à ne pas détruire toute nouvelle plantation d'eucalyptus. Je leur ai répondu qu'il n'en était pas question, que nous n'accepterions jamais ces arbres dans notre vallée. » Dans les nuits qui ont suivi, nous avons furtivement arraché presque tous les arbres qui restaient.

La société Soporcel a finalement renoncé à son projet et a vendu la propriété.

Aujourd'hui, des noyers, des amandiers, des oliviers et des pins peuplent le domaine d'Ermeiro qui n'a jamais connu de feu. Le 31 mars 1989, le peuple s'est uni et, disent-ils maintenant, il a sauvé la terre. « Nous avons raison, » disent-ils encore et encore. Tout le monde le répète.

Le présent article est un résumé du reportage de Ricardo J. Rodrigues, publié dans la revue « Noticias Magazine » en octobre 2017. On trouvera le texte complet de l'article (en portugais) ici : <https://www.noticiasmagazine.pt/2017/valpacos-luta-eucaliptos/>

(1) La société Soporcel a fusionné avec la société Portucel pour former le Grupo Portucel Soporcel, avant d'être absorbée par le fabricant de papier portugais The Navigator Company.

Autres luttes

Pérou : la forêt habitée par les populations autochtones Shawi va être cédée à une entreprise minière canadienne



En octobre 2017, l'Institut géologique, minier et métallurgique du Pérou (INGEMMET), un bureau du Ministère de l'Énergie et des Mines, chargé des demandes de concessions minières et des droits miniers, a commencé à traiter huit demandes de permis d'exploitation minière, sept pour une superficie de 1 000 hectares chacun, et une pour une superficie de 900 hectares. La superficie totale couverte est de **8 900 hectares** et la zone est située au milieu d'une forêt tropicale où habite le peuple autochtone Shawi. Les demandes mentionnées ont été faites par la société péruvienne Minerals Camino Real Perú SAC, qui appartient à la firme canadienne **Royal Road Minerals Limited**. Cette même société minière canadienne gère également des projets au Nicaragua et en Colombie pour l'extraction du cuivre, du fer mais surtout de l'or. (1)

En février 2018, la **Barrick Gold Corporation**, la première société minière aurifère au Canada, a acheté environ 12,5 % des actions de Royal Road Minerals Limited. (2)

La Barrick Gold Corporation est la première société minière aurifère au monde, après des années d'une stratégie d'acquisition agressive. Elle compte 20 000 salariés (et tenant compte des consortiums ou des joint-ventures), 27 mines en exploitation, 10 projets en développement et les plus grandes réserves d'or de l'ensemble du secteur. Barrick a des projets en cours aux États-Unis, au Canada, en République dominicaine, en Argentine, au Chili, au Pérou, en Australie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Arabie saoudite et en Zambie.

Au Pérou, Barrick possède deux exploitations minières : Lagunas Norte et Pierina. Lagunas Norte, située dans le département de La Libertad, dans les Andes, est une mine à ciel ouvert qui a débuté ses activités en 2005. Pour extraire l'or, un forage de 11 mètres a été réalisé puis rempli d'explosifs pour fragmenter la roche. Plus de 200 000 tonnes de minerai et de résidus sont extraites chaque jour ! La mine Pierina, dans le département d'Ancash, est située entre 3 800 et 4 200 mètres d'altitude. C'est également une mine à ciel ouvert qui utilise des forages pour pénétrer de 10,5 mètres dans la roche afin d'accéder au métal précieux. Les deux mines utilisent un procédé dans lequel du cyanure de sodium est dissous

dans l'eau, ainsi que d'autres produits chimiques toxiques, pour séparer l'or et l'argent contenus dans le minerai extrait.

Avec ces deux mines Barrick contrôle actuellement un total de plus de 145 000 hectares et possède également la mine Irene I-500 à Ancash. Le Coordonnateur andin des organisations autochtones (CAOI) veille à ce que **Barrick ne paie aucune redevance au Pérou** du fait des contrats de garantie et des mesures de promotion des investissements, également connus sous le nom de contrats de stabilité juridique, fiscale et administrative. En ce qui concerne les conflits sociaux et environnementaux, et selon le Bureau du médiateur, en mai 2017, 123 conflits socio-environnementaux actifs étaient enregistrés, dont 64,6 % étaient dus à des activités minières. **Le principal grief des habitants concerne le pillage de leurs ressources en eau et la contamination constante résultant des mines.**

Exploration minière et résistance indigène

En décembre 1997, INGEMMET a publié le document « Géologie des quadrilatères de Balsapuerto et de Yurimaguas ». (3) L'étude a été réalisée par un groupe d'experts mandaté par le ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou, dans le but d'encourager et de promouvoir l'exploitation minière dans les districts mentionnés plus haut. On pouvait lire le texte suivant dans le document : « **Des vestiges archéologiques ont été signalés dans la zone d'étude, qui consistent** en des pétroglyphes qui représentent probablement des symboles culturels ou religieux des anciens habitants de la zone (District de Balsapuerto). Ces dessins sont parfaitement circulaires et allongés et leur véritable signification fait maintenant l'objet de recherches approfondies. » (4)

Cette découverte par des chercheurs occidentaux concerne quelque chose que les peuples autochtones Shawi ont gardé secret pendant de nombreuses années. Des recherches ultérieures ont depuis déterminé que les populations Shawi appellent « Cumpanamá » le rocher où les pétroglyphes sont gravés, en référence à une divinité religieuse. Des études récentes ont depuis identifié et enregistré 50 autres sites archéologiques préhispaniques (5), qui n'ont malheureusement pas encore été cartographiés ni enregistrés dans les archives publiques : aucune procédure administrative n'a été engagée auprès du ministère de la Culture pour reconnaître officiellement ces sites. **Les Shawi représentent près de 95 % de la population du district de Balsapuerto** et vivent principalement dans le département de Loreto, le long des rivières Cahuapana, Sillay, Supayacu Paranapura, Cachiyacu et Shanusi. D'un point de vue démographique, les Shawi font partie des huit plus grands groupes autochtones vivant au Pérou.

Les Shawi croient que le monde est ovale comme une ruche de guêpes et qu'il est recouvert d'un immense manteau bleu, à l'intérieur duquel circulent la lune, le soleil et les étoiles. La terre est entourée d'eau et les endroits où vivent les gens n'étaient d'abord que de l'eau retenue par le ciel. Selon la vision du monde des Shawi, dans l'espace supérieur réside le Soleil (Pi'i) et c'est de là que sont originaires Mashi et Cumpanamá, les principales divinités des Shawi. Cumpanamá a créé la terre et les rivières, transformé la poussière du bois de cèdre en poisson et les feuilles en animaux terrestres et en oiseaux, et il a enseigné aux Shawi comment pêcher et fabriquer des canoës. La production agricole, la chasse et d'autres activités ont été enseignées aux Shawi par Mashi. **C'est une culture riche, pleine d'histoires typiques des peuples anciens, qui souligne leur relation intrinsèque et unique avec leur environnement.**

En 2009, les dirigeants des Shawi ont appelé à des manifestations nationales pour défendre leurs terres. Il s'agissait d'une expression exceptionnelle de la résistance autochtone, qui faisait apparaître la lutte inégale des puissances politiques dominantes contre ceux qui sont les plus faibles, en l'occurrence la minorité autochtone. **La grande nation Shawi a démontré sa capacité d'organisation avec une marche d'environ cinq mille manifestants** jusqu'à l'autoroute Yurimaguas-Tarapoto. Le président de l'époque, Alan García, a qualifié les peuples autochtones de « citoyens de seconde zone », tout en faisant la promotion au Congrès péruvien d'un ensemble de lois sur le régime foncier. A. García a fait valoir que ces lois étaient nécessaires pour mettre en œuvre l'Accord de libre-échange que le Pérou avait signé avec les États-Unis. **Le 5 juin 2009, une tragédie a secoué tout le pays.** Au cours de cette tragédie, connue sous le nom de « Massacre de Bagua », au moins 33 personnes ont été tuées dans des affrontements entre les communautés autochtones et les forces armées. Les chefs autochtones, avec un grand groupe de Shawis, étaient convaincus que s'ils ne résistaient pas, ils perdraient les droits sur leurs terres. Avec beaucoup d'appréhension, ils ont pris la décision de ne pas reculer et sont revenus pour une deuxième journée de manifestations. **Six mille personnes sont revenues, prêtes à défendre ce que beaucoup d'experts des conflits sociaux ne comprennent tout simplement pas : « les peuples autochtones sont la terre et la terre est formée de peuples autochtones » – c'est une union indivisible et indestructible. Si la terre meurt, les peuples autochtones meurent et si les peuples autochtones meurent, la nature meurt.** À l'époque, les populations autochtones et les membres de la population locale qui les soutenaient étaient les seuls à pouvoir mettre en échec tous les décrets visant à faciliter la prise de contrôle des terres autochtones.

Cette longue tradition de résistance à l'invasion culturelle et à l'occupation des territoires autochtones souligne la force du lien profond qui existe entre ces populations et la terre, la forêt et la vie. « L'histoire officielle de notre Amazonie est une histoire partielle, écrite pour faire l'éloge des conquérants, des aventuriers, des voyageurs et des colonisateurs. Les groupes autochtones sont réduits à des « objets d'étude » ethnologiques, dans une approche simpliste qui n'offre qu'un point de vue anonyme et passif de la conquête et de la spoliation. (6) **Cependant, à d'innombrables occasions, les peuples autochtones ont montré qu'ils n'étaient ni soumis ni indifférents : bien au contraire.**

La consultation préalable qui n'a jamais eu lieu : imposition et lutte

La résistance autochtone a également conduit à l'adoption de la célèbre Loi sur la consultation préalable n°29785, basée sur la Convention 169 de l'OIT, dont l'État péruvien est signataire. Le but était que de tels événements ne puissent se répéter.

Cependant, les dispositions réglementaires relatives aux consultations préalables contiennent une échappatoire juridique. L'Article 1 stipule que le **résultat du processus de consultation N'EST PAS CONTRAIGNANT, sauf dans les cas où un accord existe entre les parties.** Il est donc clair que ce sont l'orientation et l'utilisation prévues pour ce texte législatif qui se retrouvent aujourd'hui dans la demande d'exploitation minière sur 8 900 hectares de terres.

Le plan prévu pour le projet minier dit « Timo » se concentre sur le district de Balsapuerto. Cette zone est couverte de forêts primaires. Il contient également le bassin du Cachiyacu, dont les eaux descendent des contreforts du piémont sub-andin voisin et se jettent dans la rivière Parapapura sur sa rive droite. Le cours d'eau rejoint ensuite la rivière Huallaga près de la ville de Yurimaguas.

Balsapuerto est situé entre la limite de la forêt tropicale basse, ou plaine amazonienne, et le terrain montagneux de la chaîne sub-andine ou de Cahuapanas. La flore représente ici l'expression vivante la plus remarquable des écosystèmes tropicaux humides de l'Amazonie. Elle forme une forêt dense vaste et continue, avec des arbres qui atteignent jusqu'à 30 mètres de hauteur. La variété des espèces animales est atypique, en raison des écosystèmes montagneux (ou haute forêt tropicale) qui sont associés de par leur position et leur proximité avec la plaine amazonienne proprement dite (ou forêt basse). **Ces forêts, qui sont occupées par des communautés détenant des titres légaux, représentent les terres ancestrales des Shawi, qui dépendent d'elles pour leurs moyens d'existence et leur subsistance. Toute perturbation par le projet minier des eaux situées en tête de bassin aurait également un impact négatif sur les agglomérations urbaines à proximité.**

À ce jour, aucune étude d'impact sur l'environnement n'a été entreprise en rapport avec la demande d'exploitation minière de Timo, et aucune consultation n'a été faite auprès de la population ou des autorités locales. Le gouverneur de la région de Loreto, Fernando Meléndez Celis, a déclaré qu'il n'autoriserait ni ne fournirait pas un seul mètre carré de terrain au projet de Balsapuerto. Le maire du district de Balsapuerto, Magno Savedra Cachique, a déjà tenu deux conférences de presse pour déclarer son opposition au projet dans le district de Balsapuerto, et a également déclaré que la municipalité n'avait reçu aucune information préalable sur la question. (7) Le conseiller juridique de la municipalité demande maintenant que des poursuites pénales soient engagées contre les fonctionnaires d'INGEMMET qui ont traité la demande d'exploitation.

Des organisations de la société civile de la province d'Alto Amazonas ont fait part de leurs préoccupations à ce sujet et ont organisé des actions conjointes avec des dirigeants autochtones et des organisations représentant les populations autochtones Shawi de Balsapuerto. L'Église catholique a également exprimé sa profonde préoccupation à travers son programme foncier pastoral soutenu par le Vicariat apostolique de Yurimaguas. La presse et la radio ont accordé une large place à cette question, notamment auprès des habitants de Yurimaguas. La station de radio communautaire Rtv Total, qui gère un service bilingue espagnol-Shawi, a également diffusé des reportages complets sur la question. Le journal El Menguare a enquêté dans la ville de Yurimaguas et dans le district de Balsapuerto.

Les concessions minières et les permis d'exploitation n'ont pas encore été délivrés. Il reste donc au gouvernement central, par l'intermédiaire du ministère de l'Énergie et des Mines, à écouter la voix de la population locale, notamment des communautés Shawi, et à opposer son veto aux demandes d'exploitation minière. **Une société minière canadienne peut-elle encore une fois imposer un projet qui détruirait près de 9 000 hectares de forêts pluviales dont dépendent les populations Shawi et d'autres villages adjacents, et sans leur consentement, ou même celui des autorités locales ?**

Alain A. Salas Dávila.

Leader autochtone indépendant

Consultant auprès d'organisations autochtones de l'Amazonie péruvienne

(1) Projets au Nicaragua ; <https://www.royalroadminerals.com/projects/nicaragua> et en Colombie : <https://www.royalroadminerals.com/projects/colombia>

(2) <https://globenewswire.com/news-release/2018/01/24/1304286/0/en/Barrick-Announces-Investment-in-Royal-Road-Minerals-Limited.html>

(3) <http://repositorio.ingemmet.gob.pe/handle/ingemmet/61>

(4) Annexe archéologique, page 2001

(5) Bustamante et. al., 2013, What the stones reveal, Cumpamaná and the petroglyphs of Balsapuerto, Lima, Pérou

(6) Morey Alejo, Humberto et Gabel Daniel Sotil García. « HISTORICAL PANORAMA OF THE PERUVIAN AMAZON: an Amazonian perspective », Municipalité provinciale de Maynas, Iquitos, 2000

(7) Chaîne d'information AIDía Peru, entretien avec Magno Saavedra, maire de Balsapuerto, et les chefs autochtones Shawi Agustín Lancha Pizango et Francisco Tangoa. Mai 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=aYZ2pihFy8s>

LES ACTIONS EN COURS

Bolloré perd son procès en France

En 2016, une chaîne de télévision française (France 2) a diffusé un reportage qui présente le parcours de Vincent Bolloré, homme d'affaires et dirigeant de la société de plantation de palmiers à huile Bolloré, filiale de la multinationale Socfin. Le reportage mettait en lumière les abus sociaux et environnementaux commis par la société Socapalm au Cameroun, une autre filiale de la Socfin. Vincent Bolloré détient 38,7 % des actions de la Socfin. L'homme d'affaires a décidé de poursuivre en justice le journaliste en l'accusant de diffamation, dans le cadre d'une stratégie d'intimidation claire. Début juin 2018, le tribunal correctionnel de Nanterre, en France, a jugé qu'il n'y avait pas de diffamation dans le reportage d'investigation et a au contraire félicité l'audace et le travail indépendant du journaliste.

Lire (en français) la brève suivante : <https://www.farmlandgrab.org/post/view/28193-vincent-bollore-perd-un-nouveau-proces-de-presse-en-france>

Tanzanie : appel à un soutien international pour mettre fin aux intimidations contre les villageois Massaï qui poursuivent le gouvernement devant les tribunaux

Un rapport de l'Oakland Institute documente en détail les nombreuses violations des droits des Massaï commises dans les régions de Ngorongoro et de Loliondo en Tanzanie. Ces dernières années, des centaines de maisons Massaï ont été brûlées et des dizaines de milliers de personnes ont été expulsées de leurs terres au nom de la conservation et du tourisme de safari. Les Massaï de quatre villages de Loliondo ont porté plainte contre le gouvernement de la Tanzanie en septembre 2017 pour avoir le droit de retourner dans leurs villages qui ont été intégrés dans un parc de safari. Mais, selon la Pan African Lawyers Union et l'Oakland Institute, le gouvernement procède actuellement à des actions d'intimidation et de criminalisation des villageois et de leurs ONG alliées pour les inciter à abandonner l'affaire. Les membres de la communauté impliqués demandent l'attention de la communauté internationale dans l'espoir qu'elle forcera le gouvernement à mettre un terme à ses abus et permettra à l'affaire judiciaire de se poursuivre. Lire le rapport (en anglais) ici : <https://www.oaklandinstitute.org/tanzania-safari-businesses-maasai-losing-serengeti> Et un communiqué de presse de l'Oakland Institute suite aux intimidations et arrestations (également en anglais) ici : <https://www.oaklandinstitute.org/maasai-face-intimidation-arrests-take-tanzanian-gov-court>

RECOMMANDATIONS

Déclaration de Sena Madureira, Brésil : « Nous poursuivons l'esprit d'union entre les peuples et d'opposition aux "solutions" du capitalisme »

Entre le 15 et le 17 juin 2018, les peuples et communautés autochtones vivant et travaillant dans la forêt se sont réunis à Sena Madureira, dans l'État d'Acre, pour dénoncer les fausses solutions proposées par le capitalisme vert pour lutter contre la dégradation environnementale et climatique. Ils ont dénoncé des projets basés sur l'idée fausse qu'il est possible de continuer à polluer la terre, l'eau et l'atmosphère dans un endroit donné de la planète et de « compenser » cette pollution par la conservation des forêts dans une autre région. Non seulement cela est impossible, mais les mesures de ce type finissent par nuire à des populations qui, de fait, entretiennent une relation équilibrée avec la nature. L'État d'Acre est considéré comme un « laboratoire » pour ces politiques de « compensation » alors que les communautés traditionnelles qui y vivent souffrent de ces projets. Lire le document préparé au cours de la réunion de Sena Madureira (en portugais) : <https://wrm.org.uy/other-relevant-information/brazil-sena-madureira-declaration-june-17-2018>

Et en anglais : <https://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/bresil-declaration-dsena-madureira-17-juin-2018/>

Les incendies de forêt au Portugal : quand le pouvoir des entreprises tue

Un article de Transparency International au Portugal montre comment le pouvoir politique de ce pays – qui devrait assurer la gestion des forêts, la gestion des terres et des moyens de lutte contre les incendies – est tenu en otage par les intérêts d'entreprises influentes. Selon l'article, cela explique pourquoi tant de gens meurent et tant de zones sont détruites par le feu année après année. Parmi les groupes les plus puissants figurent ceux de l'industrie papetière, dont la production dépend de la monoculture des plantations d'eucalyptus, estimée à près d'un million d'hectares. La société Navigator Company a une position dominante dans le pays et intervient dans toutes les étapes de la production. Lire l'article (en portugais) ici : <https://www.nexojournal.com.br/ensaio/2017/Inc%C3%AAndios-em-Portugal-quando-os-lobbies-matam>

Cambodge : un projet de barrage hydroélectrique pourrait tuer le fleuve Mékong

Selon un rapport gouvernemental confidentiel consulté par le journal The Guardian, le projet de construction du plus grand barrage du Cambodge, soutenu par la Chine, pourrait « littéralement tuer » le fleuve Mékong. Le rapport indique que le site proposé à Sambor est « le pire endroit possible » pour produire de l'hydroélectricité. L'article du journal indique que des impacts catastrophiques sont prévus sur les dauphins des rivières et l'une des plus grandes zones de migration de poissons d'eau douce au monde, ce qui aurait à son tour un impact sur les nombreux villages de pêcheurs qui dépendent de ce bassin hydrographique. Le Mékong assure la subsistance de 60 millions de personnes et 80 % des Cambodgiens font du poisson leur principale source de protéines. Lire l'article (en anglais) ici : <https://www.theguardian.com/environment/2018/may/16/leaked-report-warns-cambodias-biggest-dam-could-literally-kill-mekong-river>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 237 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Feu bénéfique ou destructeur, qui décide? Une réflexion sur le feu et les forêts »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

Inscrivez-vous au Bulletin du WRM

<http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6>

Website : <http://wrm.org.uy/fr/>

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Rédacteur en chef: Winfridus Overbeek

Editeur responsable: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Carolina Motoki y Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>